



PRESIDEN  
REPUBLIK INDONESIA

PERATURAN PRESIDEN REPUBLIK INDONESIA  
NOMOR 40 TAHUN 2008  
TENTANG  
PENGESAHAN *GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION*  
(PERATURAN UMUM PERHIMPUNAN POS SEDUNIA)  
DENGAN RAHMAT TUHAN YANG MAHA ESA  
PRESIDEN REPUBLIK INDONESIA,

Menimbang : a. bahwa Pemerintah Republik Indonesia telah menandatangani *General Regulations of the Universal Postal Union* (Peraturan Umum Perhimpunan Pos Sedunia) di Bucharest, Rumania, pada tanggal 5 Oktober 2004, sebagai hasil Kongres *Universal Postal Union* (Perhimpunan Pos Sedunia) ke-23;

b. bahwa berdasarkan pertimbangan sebagaimana dimaksud dalam huruf a, perlu mengesahkan Peraturan Umum tersebut dengan Peraturan Presiden;

Mengingat : 1. Pasal 4 ayat (1) dan Pasal 11 Undang-Undang Dasar Negara Republik Indonesia Tahun 1945;  
2. Undang-Undang Nomor 6 Tahun 1984 tentang Pos (Lembaran Negara Republik Indonesia Tahun 1984 Nomor 28, Tambahan Lembaran Negara Republik Indonesia Nomor 3276);  
3. Undang-Undang Nomor 24 Tahun 2000 tentang Perjanjian Internasional (Lembaran Negara Republik Indonesia Tahun 2000 Nomor 185, Tambahan Lembaran Negara Republik Indonesia Nomor 4012);

MEMUTUSKAN : . . .



PRESIDEN  
REPUBLIK INDONESIA

- 2 -

MEMUTUSKAN :

Menetapkan : PERATURAN PRESIDEN TENTANG PENGESAHAN *GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION* (PERATURAN UMUM PERHIMPUNAN POS SEDUNIA).

Pasal 1

Mengesahkan *General Regulations of the Universal Postal Union* (Peraturan Umum Perhimpunan Pos Sedunia) yang naskah aslinya dalam Bahasa Perancis dan terjemahannya dalam Bahasa Inggris dan Bahasa Indonesia sebagaimana terlampir dan merupakan bagian yang tidak terpisahkan dari Peraturan Presiden ini.

Pasal 2

Apabila terjadi perbedaan penafsiran antara naskah terjemahan Peraturan Umum dalam Bahasa Inggris dan Bahasa Indonesia dengan naskah aslinya dalam Bahasa Perancis sebagaimana dimaksud dalam Pasal 1, maka yang berlaku adalah naskah aslinya dalam Bahasa Perancis.

Pasal 3

Peraturan Presiden ini mulai berlaku pada tanggal ditetapkan.

Agar . . .



PRESIDEN  
REPUBLIK INDONESIA

- 3 -

Agar setiap orang mengetahuinya, memerintahkan pengundangan Peraturan Presiden ini dengan penempatannya dalam Lembaran Negara Republik Indonesia.

Ditetapkan di Jakarta

pada tanggal 19 Juni 2008

PRESIDEN REPUBLIK INDONESIA,

ttd.

DR. H. SUSILO BAMBANG YUDHOYONO

Diundangkan di Jakarta

pada tanggal 19 Juni 2008

MENTERI HUKUM DAN HAK ASASI MANUSIA

REPUBLIK INDONESIA,

ttd.

ANDI MATTALATTA

LEMBARAN NEGARA REPUBLIK INDONESIA TAHUN 2008 NOMOR 86

Salinan sesuai dengan aslinya

Deputi Sekretaris Kabinet  
Bidang Hukum,



M. Iman Santoso

## Règlement général de l'Union postale universelle

### Table des matières

#### Chapitre I

##### Fonctionnement des organes de l'Union

###### Article

- 101. Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires
- 102. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration
- 103. **Information** sur les activités du Conseil d'administration
- 104. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale
- 105. **Information** sur les activités du Conseil d'exploitation postale
- 106. **Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif**
- 107. **Information sur les activités du Comité consultatif**
- 108. Règlement intérieur des Congrès
- 109. Langues de travail du Bureau international
- 110. Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

#### Chapitre II

##### Bureau international

- 111. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
- 112. Fonctions du Directeur général
- 113. Fonctions du Vice-Directeur général
- 114. Secrétariat des organes de l'Union
- 115. Liste des Pays-membres
- 116. Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
- 117. Coopération technique
- 118. Formules fournies par le Bureau international
- 119. Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
- 120. Revue de l'Union
- 121. Rapport **biennal** sur les activités de l'Union

### Chapitre III

#### Procédure d'introduction et d'examen des propositions

- 122. Procédure de présentation des propositions au Congrès
- 123. **Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès**
- 124. Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
- 125. Examen des propositions entre deux Congrès
- 126. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
- 127. Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

### Chapitre IV

#### Finances

- 128. Fixation et règlement des dépenses de l'Union
- 129. Sanctions automatiques
- 130. Classes de contribution
- 131. Paiement des fournitures du Bureau international

### Chapitre V

#### Arbitrages

- 132. Procédure d'arbitrage

### Chapitre VI

#### Dispositions finales

- 133. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
- 134. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
- 135. Mise à exécution et durée du Règlement général

## Règlement général de l'Union postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

### Chapitre I

#### Fonctionnement des organes de l'Union

##### Article 101

Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires (Const. 14, 15)

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard **quatre ans** après la **fin de l'année au cours de laquelle le Congrès précédent a eu lieu**.
2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.
3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix, sous réserve des sanctions prévues à l'article **129**.
4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil d'administration est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.
5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international.
6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil d'administration et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les dispositions prévues sous 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

#### Article 102

##### Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration (Const. 17)

1. Le Conseil d'administration se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions prévues sous 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.

3. Les quarante autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

4. Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.

5. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.

6. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:

- 6.1 superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;
- 6.2 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
- 6.3 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;
- 6.4 examiner et approuver le budget et les comptes annuels de l'Union;
- 6.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article **128.3** à **5**;
- 6.6 arrêter le Règlement financier de l'UPU;
- 6.7 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;
- 6.8 arrêter les règles régissant le Fonds spécial;
- 6.9 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;
- 6.10 arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;
- 6.11 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;
- 6.12 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article **130.6**;

- 6.13 autoriser le changement de groupe géographique, si un pays le demande, en tenant compte des avis exprimés par les pays qui sont membres des groupes géographiques concernés;
- 6.14 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;
- 6.15 créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;
- 6.16 arrêter le Règlement du Fonds social;
- 6.17 approuver les rapports **biennaux** établis par le Bureau international sur les activités de l'Union et sur la gestion financière et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à leur sujet;
- 6.18 décider des contacts à prendre avec les administrations postales pour remplir ses fonctions;
- 6.19 après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, **après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Secrétaire général**, les organisations internationales, **les associations, les entreprises et les personnes qualifiées** qui doivent être invitées à se faire représenter à **des séances spécifiques du Congrès et de ses Commissions, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union ou peut profiter aux travaux du Congrès**, et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;
- 6.20 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;
- 6.21 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les administrations postales dans l'intervalle des Congrès;
- 6.22 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des administrations postales conformément à l'article 124;
- 6.23 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 6.24 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
- 6.25 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104.9.16;
- 6.26 désigner le pays siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101.4;
- 6.27 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;
- 6.28 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles;



- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
  - de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;
- 6.29 examiner et approuver le projet de plan stratégique à présenter au Congrès et élaboré par le Conseil d'exploitation postale avec l'aide du Bureau international; examiner et approuver les révisions annuelles du plan arrêté par le Congrès sur la base des recommandations du Conseil d'exploitation postale et travailler en concertation avec le Conseil d'exploitation postale à l'élaboration et à l'actualisation annuelle du **plan**;
- 6.30 **établir le cadre pour l'organisation du Comité consultatif et approuver l'organisation du Comité consultatif, conformément aux dispositions de l'article 106;**
- 6.31 **établir des critères d'adhésion au Comité consultatif et approuver ou rejeter les demandes d'adhésion selon ces critères, en s'assurant que ces dernières soient traitées suivant une procédure accélérée, entre les réunions du Conseil d'administration;**
- 6.32 **désigner les membres qui feront partie du Comité consultatif;**
- 6.33 **réceptionner les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif et en débattre, et examiner les recommandations de ce dernier pour soumission au Congrès.**
7. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.
8. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.
9. Le Président, les Vice-Présidents, les Présidents des Commissions du Conseil d'administration ainsi que le Président du Groupe de planification stratégique forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration. Il approuve, au nom du Conseil d'administration, le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et il assume toute autre tâche que le Conseil d'administration décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.
10. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.
11. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.
12. **Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'administration lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.**
13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.

14. L'administration postale du pays où le Conseil d'administration se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil d'administration.
15. Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.
16. **A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration, sans droit de vote:**
- 16.1 membres du Conseil d'exploitation postale;
- 16.2 membres du Comité consultatif;
- 16.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'administration;
- 16.4 autres Pays-membres de l'Union.
17. **Pour des raisons logistiques, le Conseil d'administration peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.**
18. Les membres du Conseil d'administration participent effectivement à ses activités. Les observateurs peuvent, à leur demande, **être autorisés** à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail **et des Equipes de projet** lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.
19. **Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.**

## Article 103

**Information sur les activités du Conseil d'administration**

1. Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres de l'Union, les Unions restreintes **et les membres du Comité consultatif** sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.
2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales **des Pays-membres de l'Union et aux membres du Comité consultatif** au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale (Const. 18)

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.
2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux pays en développement et seize sièges aux pays développés. Le tiers au moins des membres est renouvelé à l'occasion de chaque Congrès.
3. **Chaque membre du Conseil d'exploitation postale désigne son représentant qui assume les responsabilités mentionnées dans les Actes de l'Union en matière de prestation de services.**
4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des administrations postales participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1<sup>re</sup> classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.
5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique.
6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.
7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.
8. Le Président, le Vice-Président, les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale ainsi que le Président du Groupe de planification stratégique forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.
9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:
  - 9.1 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;
  - 9.2 procéder à la révision des Règlements de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation postale reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;
  - 9.3 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;

- 9.4 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;
- 9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des administrations postales conformément à l'article 125; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;
- 9.6 examiner, à la demande de l'administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette administration postale transmet au Bureau international selon l'article 124, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des administrations postales des Pays-membres;
- 9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;
- 9.8 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;
- 9.9 examiner, en consultation avec le Conseil d'administration et avec son approbation, le projet de plan stratégique de l'UPU, élaboré par le Bureau international et à soumettre au Congrès; réviser chaque année le plan approuvé par le Congrès avec le concours du Groupe de planification stratégique et du Bureau international, ainsi qu'avec l'approbation du Conseil d'administration;
- 9.10 approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;
- 9.11 décider des contacts à prendre avec les administrations postales pour remplir ses fonctions;
- 9.12 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en développement;
- 9.13 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
- 9.14 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
- 9.15 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en développement;
- 9.16 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par toute administration postale d'un Pays-membre;
- 9.17 **réceptionner et discuter les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif, et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, examiner et faire des observations au sujet des recommandations du Comité consultatif pour soumission au Congrès;**
- 9.18 **désigner les membres qui feront partie du Comité consultatif.**

10. Sur la base du plan stratégique de l'UPU adopté par le Congrès et, en particulier, de la partie afférente aux stratégies des organes permanents de l'Union, le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session suivant le Congrès, un programme de travail de base contenant un certain nombre de tactiques visant à la réalisation des stratégies. Ce programme de base, comprenant un nombre limité de travaux sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles ainsi que des modifications apportées au plan stratégique.

11. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.

12. **A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'exploitation postale:**

12.1 **membres du Conseil d'administration;**

12.2 **membres du Comité consultatif;**

12.3 **organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'exploitation postale;**

12.4 **autres Pays-membres de l'Union.**

13. **Pour des raisons logistiques, le Conseil d'exploitation postale peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.**

14. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. **Les observateurs peuvent, à leur demande, être autorisés à collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail et des Equipes de projet lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.**

15. **Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.**

16. **Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'exploitation postale lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.**

17. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions, sans droit de vote:

17.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;

17.2 des administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale;

17.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.

## Article 105

**Information** sur les activités du Conseil d'exploitation postale

1. Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les **Pays-membres de l'Union**, les Unions restreintes et les **membres du Comité consultatif** sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.
2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.
3. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales des **Pays-membres de l'Union et aux membres du Comité consultatif** au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

## Article 106

**Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif**

1. Le Comité consultatif a pour but de représenter les intérêts du secteur postal au sens large du terme et de servir de cadre à un dialogue efficace entre les parties intéressées. Il comprend des organisations non gouvernementales représentant des clients, des fournisseurs de services de distribution, des organisations de travailleurs, des fournisseurs de biens et de services œuvrant pour le secteur des services postaux, et des organismes similaires regroupant des particuliers, ainsi que des entreprises intéressées par les services postaux internationaux. Si ces organisations sont enregistrées, elles doivent l'être dans un Pays-membre de l'Union. Le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale désignent leurs membres respectifs siégeant en tant que membres du Comité consultatif. En dehors des membres désignés par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, l'adhésion au Comité consultatif est déterminée à l'issue d'un processus de dépôt de demande et d'acceptation de celle-ci, établi par le Conseil d'administration et réalisé conformément à l'article 102.6.31.
2. Chaque membre du Comité consultatif désigne son propre représentant.
3. Les frais de fonctionnement du Comité consultatif sont répartis entre l'Union et les membres du Comité, selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration.
4. Les membres du Comité consultatif ne bénéficient d'aucune rémunération ou rétribution.
5. Le Comité consultatif se réorganise après chaque Congrès, selon le cadre établi par le Conseil d'administration. Le Président du Conseil d'administration préside la réunion d'organisation du Comité consultatif, au cours de laquelle on procède à l'élection du Président dudit Comité.
6. Le Comité consultatif détermine son organisation interne et établit son propre règlement intérieur, en tenant compte des principes généraux de l'Union et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, après consultation du Conseil d'exploitation postale.
7. Le Comité consultatif se réunit deux fois par an. En principe, les réunions ont lieu au siège de l'Union au moment des sessions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale. La date et le lieu de chaque réunion sont fixés par le Président du Comité consultatif, en accord avec les Présidents du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Comité consultatif établit son propre programme dans le cadre de la liste des attributions ci-après:

- 8.1 examiner les documents et les rapports appropriés du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale; dans des circonstances exceptionnelles, le droit de recevoir certains textes et documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe; par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié;
- 8.2 mener des études et débattre de questions importantes pour les membres du Comité consultatif;
- 8.3 examiner les questions concernant le secteur des services postaux et présenter des rapports sur ces questions;
- 8.4 contribuer aux travaux du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, notamment par la présentation de rapports et de recommandations, et par la présentation d'avis à la demande des deux Conseils;
- 8.5 faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, moyennant examen et commentaire de ce dernier.

9. Le Président du Conseil d'administration et le Président du Conseil d'exploitation postale représentent ces organes aux réunions du Comité consultatif lorsque l'ordre du jour de ces réunions comprend des questions intéressant ces organes.

10. Pour assurer une liaison efficace avec les organes de l'Union, le Comité consultatif peut désigner des représentants pour participer aux réunions du Congrès, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale ainsi que de leurs Commissions respectives en qualité d'observateurs sans droit de vote.

11. A leur demande, les membres du Comité consultatif peuvent assister aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, conformément aux articles 102.16 et 104.12. Ils peuvent également participer aux travaux des Equipes de projet et des Groupes de travail aux termes des articles 102.18 et 104.14. Les membres du Comité consultatif peuvent participer au Congrès en qualité d'observateurs sans droit de vote.

12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Comité consultatif:

- 12.1 membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale;
- 12.2 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Comité consultatif;
- 12.3 Unions restreintes;
- 12.4 autres membres de l'Union.

13. Pour des raisons logistiques, le Comité consultatif peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

14. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la déci-

sion concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

15. Le Bureau international, sous la responsabilité du Directeur général, assure le secrétariat du Comité consultatif.

#### Article 107

##### Information sur les activités du Comité consultatif

1. Après chaque session, le Comité consultatif informe le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de ses activités en adressant aux Présidents de ces organes, entre autres, un compte rendu analytique de ses réunions ainsi que ses recommandations et avis.

2. Le Comité consultatif fait au Conseil d'administration un rapport d'activité annuel et en envoie un exemplaire au Conseil d'exploitation postale. Ce rapport est inclus dans la documentation du Conseil d'administration fournie aux Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, conformément à l'article 103.

3. Le Comité consultatif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales des Pays-membres de l'Union au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

#### Article 108

##### Règlement intérieur des Congrès (Const. 14)

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès.

2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même.

#### Article 109

##### Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont le français et l'anglais.

#### Article 110

##### Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique.



3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.
4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.
5. Les correspondances entre les administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.
6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application des dispositions prévues sous 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Les Pays-membres utilisant la langue officielle versent, au titre de la traduction des documents non officiels, une contribution forfaitaire dont le montant par unité contributive est égal à celui supporté par les Pays-membres ayant recours à l'autre langue de travail du Bureau international. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.
7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.
8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.
9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.
10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées sous 9.
11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées sous 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.
12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.
13. Les administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

## Chapitre II

## Bureau international

## Article 111

## Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de **quatre** ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit le Congrès.
2. Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.
3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général.
4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, les dispositions prévues sous 2 s'appliquent par analogie.
5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration charge, sur proposition du Directeur général, un des **Directeurs de grade D 2** au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

## Article 112

## Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 2 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 2, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par les administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues. Les postes de **grade D 2** doivent, dans toute la mesure possible, être pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international. Dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur. Il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 2, D 1 et

P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement. Le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 2.

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:
- 2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'Intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;
  - 2.2 notifier les décisions prises par le Congrès à tous les Gouvernements des Pays-membres;
  - 2.3 notifier à l'ensemble des administrations postales les Règlements arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;
  - 2.4 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration et l'exécuter;
  - 2.5 exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;
  - 2.6 prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;
  - 2.7 soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale;
  - 2.8 **après la clôture du Congrès, présenter au Conseil d'exploitation postale les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, conformément au Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale;**
  - 2.9 préparer, à l'intention du Conseil d'exploitation postale et sur la base des directives données par ce dernier, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès et le projet de révision annuelle;
  - 2.10 assurer la représentation de l'Union;
  - 2.11 servir d'intermédiaire dans les relations entre:
    - l'UPU et les Unions restreintes;
    - l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
    - l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
    - l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;
  - 2.12 assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:
    - à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
    - à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
    - au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;
  - 2.13 assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

**Article 113**

## Fonctions du Vice-Directeur général

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui.
2. En cas d'absence ou empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article 111.3.

**Article 114**

## Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17, 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux administrations postales des membres de l'organe, aux administrations postales des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

**Article 115**

## Liste des Pays-membres (Const. 2)

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union.

**Article 116**

## Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes (Const. 20, Règl. gén. 124, 125, 126)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale et des administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.
2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.
3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres administrations postales sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.
4. Il peut intervenir à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal.

**Article 117**

## Coopération technique (Const. 1)

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

**Article 118**

Formules fournies par le Bureau international (Const. 20)

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les administrations postales qui en font la demande.

**Article 119**

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

**Article 120**

Revue de l'Union

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

**Article 121**

Rapport **biennal** sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102.6.17)

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport **biennal** qui est communiqué, après approbation par le Conseil d'administration, aux administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

## Chapitre III

### Procédure d'introduction et d'examen des propositions

**Article 122**

Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29)

1. Sous réserve des exceptions prévues sous 2 et 5, la procédure ci-après règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les administrations postales des Pays-membres:

- a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
- b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;

- c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux administrations postales;
- d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit administrations postales; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;
- e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.

2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues sous 1 sont respectées.

3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif.

4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les administrations postales qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.

5. La procédure prescrite sous 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

#### Article 123

**Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès**

1. Les Règlements de la Convention postale universelle et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

2. Les propositions de conséquence aux amendements qu'il est proposé d'apporter à la Convention ou à l'Arrangement concernant les services de paiement doivent être soumises au Bureau international en même temps que les propositions au Congrès auxquelles elles se rapportent. Elles peuvent être soumises par l'administration postale d'un seul Pays-membre de l'UPU, sans l'appui des administrations postales d'autres Pays-membres. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant le Congrès.

3. Les autres propositions concernant les Règlements, censées être examinées par le Conseil d'exploitation postale en vue de l'élaboration des nouveaux Règlements dans les six mois suivant le Congrès, doivent être soumises au Bureau international au moins deux mois avant le Congrès.

4. Les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, qui sont soumises par les administrations postales des Pays-membres, doivent parvenir au Bureau international au plus tard deux mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale.

**Article 124**

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 116)

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres administrations postales. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.
2. Ces propositions sont adressées aux autres administrations postales par l'intermédiaire du Bureau International.
3. Les propositions concernant les Règlements n'ont pas besoin d'appui, mais ne sont prises en considération par le Conseil d'exploitation postale que si celui-ci en approuve l'urgence nécessaire.

**Article 125**

Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 116, 124)

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: lorsque l'administration postale d'un Pays-membre a envoyé une proposition au Bureau international, ce dernier la transmet à toutes les administrations postales des Pays-membres pour examen. Celles-ci disposent d'un délai de deux mois pour examiner la proposition et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international. Les amendements ne sont pas admis. A la fin de ce délai de deux mois, le Bureau international transmet aux administrations postales des Pays-membres toutes les observations qu'il a reçues et invite l'administration postale de chaque Pays-membre ayant le droit de vote à voter pour ou contre la proposition. Les administrations postales des Pays-membres qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'étant abstenues. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.
2. Les propositions de modification des Règlements sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.
3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, seules les administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées sous 1.

**Article 126**

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 124, 125)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.
2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont notifiées aux administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 36.3.2 de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

**Article 127**

Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

1. Les Règlements entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès.
2. Sous réserve des dispositions sous 1, les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.

**Chapitre IV****Finances****Article 128**

Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. 21)

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 2005 et suivantes: 37 000 000 CHF pour les années 2005 à 2008. La limite de base pour 2008 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 2008.
2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 2 900 000 CHF.
3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées sous 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève.
4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.
5. Par dérogation aux dispositions prévues sous 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 CHF par année.
6. Si les crédits prévus sous 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.
7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.
8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le



budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 3% par an durant les six premiers mois et de 6% par an à partir du septième mois.

9. Lorsque les arriérés de contributions obligatoires hors intérêts dues à l'Union par un Pays-membre sont égaux ou supérieurs à la somme des contributions de ce Pays-membre pour les deux exercices financiers précédents, ce Pays-membre peut céder irrévocablement à l'Union tout ou partie de ses créances sur d'autres Pays-membres, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Les conditions de cession de créances sont à définir selon un accord convenu entre le Pays-membre, ses débiteurs/créanciers et l'Union.

10. Les Pays-membres qui, pour des raisons juridiques ou autres, sont dans l'impossibilité d'effectuer une telle cession s'engagent à conclure un plan d'amortissement de leurs comptes arriérés.

11. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union ne pourra pas s'étendre à plus de dix années.

12. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.

13. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de dix ans au maximum.

14. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.

15. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

## Article 129

### Sanctions automatiques

1. Tout Pays-membre étant dans l'impossibilité d'effectuer la cession prévue à l'article 128.9 et qui n'accepte pas de se soumettre à un plan d'amortissement proposé par le Bureau international conformément à l'article 128.10, ou ne le respecte pas perd automatiquement son droit de vote au Congrès et dans les réunions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et n'est plus éligible à ces deux Conseils.

2. Les sanctions automatiques sont levées d'office et avec effet immédiat dès que le Pays-membre concerné s'est acquitté entièrement de ses arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union, en capital et intérêts, ou qu'il accepte de se soumettre à un plan d'amortissement de ses comptes arriérés.

## Article 130

Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. 115, 128)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;

**classe de 45 unités;**

classe de 40 unités;

classe de 35 unités;

**classe de 30 unités;**

classe de 25 unités;

classe de 20 unités;

classe de 15 unités;

classe de 10 unités;

classe de 5 unités;

classe de 3 unités;

classe de 1 unité;

classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.

2. Outre les classes de contribution énumérées sous 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21.4 de la Constitution.

4. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution, à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres qui n'ont pas fait connaître leur souhait de changer de classe de contribution dans les délais prescrits sont maintenus dans la classe de contribution à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser un déclassement temporaire d'une classe, une seule fois entre deux Congrès, à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'administration peut également autoriser le déclassement temporaire de Pays-membres n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés et déjà rangés dans la classe de 1 unité en les faisant passer dans la classe de 0,5 unité.

7. En application des dispositions prévues sous 6, le déclassement temporaire peut être autorisé par le Conseil d'administration pour une période maximale de deux ans ou jusqu'au prochain Congrès, si celui-ci a lieu avant la fin de cette période. A l'expiration de la période fixée, le pays concerné réintègre automatiquement sa classe initiale.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

Article 131

Paiement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. 118)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Chapitre V

Arbitrages

Article 132

Procédure d'arbitrage (Const. 32)

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des administrations postales en cause choisit une administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs administrations postales font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.
2. Au cas où l'une des administrations postales en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'administration postale défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.
3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.
4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.
5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette administration postale est désignée par le Bureau international parmi les administrations postales non proposées par les arbitres.
6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des administrations postales qui participent à cet Arrangement.

## Chapitre VI

### Dispositions finales

#### Article 133

Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès et **ayant le droit de vote**. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote** doivent être présents au moment du vote.

#### Article 134

Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies (Const. 9)

Les conditions d'approbation visées à l'article 133 s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

#### Article 135

Mise à exécution et durée du Règlement général

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et demeurera en vigueur **pour une période indéterminée**.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle**.

Fait à Bucarest, le 5 octobre 2004.

Signatures: les mêmes qu'aux pages 33 à 64.

Copie certifiée conforme à l'original.

Berne, le 01 JUIL. 2005



Le Directeur général  
du Bureau international,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Edouard Dayan".

Edouard DAYAN

# General Regulations of the Universal Postal Union

The undersigned plenipotentiaries of the Governments of member countries of the Union, having regard to article 22.2, of the Constitution of the Universal Postal Union, concluded at Vienna on 10 July 1964, have, by common consent, and subject to article 25.4, of the Constitution, drawn up in these General Regulations the following provisions securing the application of the Constitution and the functioning of the Union.

## Chapter I

### Functioning of the Union's bodies

#### Article 101

#### Organization and convening of Congresses and Extraordinary Congresses (Const. 14, 15)

- 1 The representatives of member countries shall meet in Congress not later than **four years** after the **end of the year during which** the preceding Congress took place.
- 2 Each member country shall arrange for its representation at Congress by one or more plenipotentiaries furnished by their Government with the necessary powers. It may, if need be, arrange to be represented by the delegation of another member country. Nevertheless it shall be understood that a delegation may represent only one member country other than its own.
- 3 In debates, each country shall be entitled to one vote, subject to the sanctions provided for in article 129.
- 4 In principle, each Congress shall designate the country in which the next Congress will be held. If that designation proves inapplicable, the Council of Administration shall be authorized to designate the country where Congress is to meet, after consultation with the latter country.
- 5 After consultation with the International Bureau, the host Government shall fix the definitive date and the precise locality of Congress. In principle one year before that date the host Government shall send an invitation to the Government of each member country of the Union. This invitation may be sent direct or through the intermediary of another Government or through the Director-General of the International Bureau.
- 6 When a Congress has to be convened without a host Government, the International Bureau, with the agreement of the Council of Administration and after consultation with the Government of the Swiss Confederation, shall take the necessary steps to convene and organize the Congress in the country in which the seat of the Union is situated. In this event the International Bureau shall perform the functions of the host Government.
- 7 The meeting place of an Extraordinary Congress shall be fixed, after consultation with the International Bureau, by the member countries which have initiated that Congress.

8 Paragraphs 2 to 6 shall be applicable by analogy to Extraordinary Congresses.

Article 102

Composition, functioning and meetings of the Council of Administration (Const. 17)

1 The Council of Administration shall consist of forty-one members who shall exercise their functions during the period between two successive Congresses.

2 The chairmanship shall devolve by right on the host country of Congress. If that country waives this right, it shall become a de jure member and, as a result, the geographical group to which it belongs shall have at its disposal an additional seat, to which the restrictive provisions of paragraph 3 shall not apply. In that case, the Council of Administration shall elect to the chairmanship one of the member countries belonging to the geographical group of the host country.

3 The forty other members of the Council of Administration shall be elected by Congress on the basis of an equitable geographical distribution. At least a half of the membership shall be renewed at each Congress; no member may be chosen by three successive Congresses.

4 Each member of the Council of Administration shall appoint its representative, who shall be competent in postal matters.

5 The office of member of the Council of Administration shall be unpaid. The operational expenses of this Council shall be borne by the Union.

6 The Council of Administration shall have the following functions:

6.1 to supervise the activities of the Union between Congresses, ensuring compliance with the decisions of Congress, studying questions with respect to governmental policies on postal issues, and taking account of international regulatory developments such as those relating to trade in services and to competition;

6.2 to consider and approve, within the framework of its competence, any action considered necessary to safeguard and enhance the quality of and to modernize the international postal service;

6.3 to promote, coordinate and supervise all forms of postal technical assistance within the framework of international technical cooperation;

6.4 to consider and approve the annual budget and accounts of the Union;

6.5 to authorize the ceiling of expenditure to be exceeded, if circumstances so require, in accordance with article 128.3 to 5;

6.6 to lay down the Financial Regulations of the UPU;

6.7 to lay down the rules governing the Reserve Fund;

6.8 to lay down the rules governing the Special Fund;

6.9 to lay down the rules governing the Special Activities Fund;

6.10 to lay down the rules governing the Voluntary Fund;

6.11 to provide control over the activities of the International Bureau;

6.12 to authorize election of a lower contribution class, if it is so requested, in accordance with the conditions set out in article 130.6;

6.13 to authorize a change of geographical group if it is so requested, taking into account the views expressed by the countries which are members of the geographical groups concerned;

6.14 to lay down the Staff Regulations and the conditions of service of the elected officials;

- 6.15 to create or abolish International Bureau posts taking into account the restrictions imposed by the expenditure ceiling fixed;
- 6.16 to lay down the Regulations of the Social Fund;
- 6.17 to approve the **biennial** report and the Financial Operating Report on the work of the Union prepared by the International Bureau and where appropriate to furnish observations on them;
- 6.18 to decide on the contacts to be established with postal administrations in order to carry out its functions;
- 6.19 after consulting the Postal Operations Council, to decide on the contacts to be established with the organizations which are not de jure observers, to consider and approve the reports by the International Bureau on UPU relations with other international bodies and to take the decisions which it considers appropriate on the conduct of such relations and the action to be taken on them; to designate in due course, **after consulting the Postal Operations Council and the Secretary General, the international organizations, associations, enterprises and qualified persons to be invited to be represented at specific meetings of Congress and its Committees when this is in the interest of the Union or the work of Congress** and to instruct the Director-General to issue the necessary invitations;
- 6.20 to establish principles, as may be considered necessary, for the Postal Operations Council to take into account in its study of questions with major financial repercussions (charges, terminal dues, transit charges, basic airmail conveyance rates and the posting abroad of letter-post items), to follow closely the study of these questions, and to review and approve, for conformity with the aforementioned principles, Postal Operations Council proposals relating to these questions;
- 6.21 to study, at the request of Congress, the Postal Operations Council or postal administrations, administrative, legislative and legal problems concerning the Union or the international postal service; it shall be for the Council of Administration to decide, in the above-mentioned fields, whether it is expedient to undertake the studies requested by postal administrations between Congresses;
- 6.22 to formulate proposals which shall be submitted for the approval either of Congress or of postal administrations in accordance with article 124;
- 6.23 to approve, within the framework of its competence, the recommendations of the Postal Operations Council for the adoption, if necessary, of regulations or of a new procedure until such time as Congress takes a decision in the matter;
- 6.24 to consider the annual report prepared by the Postal Operations Council and any proposals submitted by the Council;
- 6.25 to submit subjects for study to the Postal Operations Council for examination in accordance with article 104, paragraph 9.16;
- 6.26 to designate the country where the next Congress is to be held in the case provided for in article 101, paragraph 4;
- 6.27 to determine in due course and after consulting the Postal Operations Council, the number of Committees required to carry out the work of Congress and to specify their functions;
- 6.28 to designate, after consulting the Postal Operations Council and subject to the approval of Congress, the member countries prepared:
  - to assume the vice-chairmanships of Congress and the chairmanships and vice-chairmanships of the Committees, taking as much account as possible of the equitable geographical distribution of the member countries; and
  - to sit on the restricted Committees of Congress;
- 6.29 to review and approve the draft Strategic Plan for presentation to Congress developed by the Postal Operations Council with the support of the International Bureau; to review and approve annual revisions of the Plan approved by Congress on the basis of



recommendations from the Postal Operations Council, and to consult with the Postal Operations Council on the development and annual updating of the Plan;

- 6.30 to establish the framework for the organization of the Consultative Committee and concur in the organization of the Consultative Committee in accordance with the provisions of article 106;
  - 6.31 to establish criteria for membership of the Consultative Committee and to approve or reject applications for membership in accordance with those criteria, ensuring that action on the applications is accomplished through an expedited process between meetings of the Council of Administration;
  - 6.32 to designate the members that will serve as members of the Consultative Committee;
  - 6.33 to receive and discuss reports and recommendations from the Consultative Committee and to consider recommendations from the Consultative Committee for submission to Congress.
- 7 At its first meeting, which shall be convened by the Chairman of Congress, the Council of Administration shall elect four Vice-Chairmen from among its members and draw up its Rules of Procedure.
- 8 On convocation by its Chairman, the Council of Administration shall meet in principle once a year, at Union headquarters.
- 9 The Chairman, the Vice-Chairmen and the Committee Chairmen of the Council of Administration and the Chairman of the Strategic Planning Working Party shall form the Management Committee. This Committee shall prepare and direct the work of each session of the Council of Administration. It shall approve, on behalf of the Council of Administration, the annual report prepared by the International Bureau on the work of the Union and it shall take on any other task which the Council of Administration decides to assign to it or the need for which arises in the course of the strategic planning process.
- 10 The representative of each of the members of the Council of Administration participating in its meetings, except for meetings which take place during Congress, shall be entitled to reimbursement of the cost of either an economy class return air ticket or first class return rail ticket, or expenses incurred for travel by any other means subject to the condition that the amount does not exceed the price of the economy class return ticket. The same entitlement shall be granted to each member of its Committees, Working Parties or other bodies when these meet outside Congress and the sessions of the Council.
- 11 The Chairman of the Postal Operations Council shall represent that body at meetings of the Council of Administration on the agenda of which there are questions of interest to the body which he directs.
- 12 The Chairman of the Consultative Committee shall represent it at meetings of the Council of Administration when the agenda contains questions of interest to the Consultative Committee.
- 13 To ensure effective liaison between the work of the two bodies, the Postal Operations Council may designate representatives to attend Council of Administration meetings as observers.
- 14 The postal administration of the country in which the Council of Administration meets shall be invited to take part in the meetings in the capacity of observer, if that country is not a member of the Council of Administration.
- 15 The Council of Administration may invite any international body, any representative of an association or enterprise, or any qualified person whom it wishes to associate with its work to its meetings, without the right to vote. It may also invite, under the same conditions, one or more postal administrations of member countries concerned with questions on its agenda.

16. If they so request, the following observers may participate in the plenary sessions and Committee meetings of the Council of Administration, without the right to vote:

16.1 members of the Postal Operations Council;

16.2 members of the Consultative Committee;

16.3 intergovernmental organizations interested in the work of the Council of Administration;

16.4 other member countries of the Union.

17 For logistical reasons, the Council of Administration may limit the number of attendees per observer participating. It may also limit their right to speak during the debates.

18 The members of the Council of Administration shall take an active part in its work. Observers may, at their request, be allowed to cooperate in the studies undertaken, subject to such conditions as the Council may establish to ensure the efficiency and effectiveness of its work. They may also be invited to chair Working Parties and Project Teams when their experience or expertise justifies it. The participation of observers shall be carried out without additional expense for the Union.

19 In exceptional circumstances, observers may be excluded from a meeting or a portion of a meeting or may have their right to receive documents restricted if the confidentiality of the subject of the meeting or document so requires. This restriction may be decided on a case-by-case basis by any body concerned or its Chair. The case-by-case situations shall be reported to the Council of Administration and to the Postal Operations Council when matters of interest to the Postal Operations Council are concerned. If it considers this necessary, the Council of Administration may subsequently review restrictions, in consultation with the Postal Operations Council where appropriate.

#### Article 103

Information on the activities of the Council of Administration

1 After each session, the Council of Administration shall inform the member countries of the Union, the Restricted Unions and the members of the Consultative Committee about its activities by sending them, inter alia, a summary record and its resolutions and decisions.

2 The Council of Administration shall make to Congress a comprehensive report on its work and send it to postal administrations of the member countries of the Union and the members of the Consultative Committee at least two months before the opening of Congress.

#### Article 104

Composition, functioning and meetings of the Postal Operations Council (Const. 18)

The Postal Operations Council shall consist of forty members who shall exercise their functions during the period between successive Congresses.

The members of the Postal Operations Council shall be elected by Congress on the basis of qualified geographical distribution. Twenty-four seats shall be reserved for developing countries and sixteen seats for developed countries. At least one third of the members shall be renewed at each Congress.

Each member of the Postal Operations Council shall appoint its representative, who shall have responsibilities for delivering services mentioned in the Acts of the Union.

4 The operational expenses of the Postal Operations Council shall be borne by the Union. Its members shall not receive any payment. Travelling and living expenses incurred by representatives of postal administrations participating in the Postal Operations Council shall be borne by those administrations. However, the representative of each of the countries considered to be disadvantaged according to the lists established by the United Nations shall, except for meetings which take place during Congress, be entitled to reimbursement of the price of an economy class return air ticket or first class return rail ticket, or expenses incurred for travel by any other means, subject to the condition that the amount does not exceed the price of the economy class return air ticket.

5 At its first meeting, which shall be convened and opened by the Chairman of Congress, the Postal Operations Council shall choose from among its members a Chairman, a Vice-Chairman, the Committee Chairmen and the Chairman of the Strategic Planning Working Party.

6 The Postal Operations Council shall draw up its Rules of Procedure.

7 In principle, the Postal Operations Council shall meet every year at Union headquarters. The date and place of the meeting shall be fixed by its Chairman in agreement with the Chairman of the Council of Administration and the Director-General of the International Bureau.

8 The Chairman, the Vice-Chairman and the Committee Chairmen of the Postal Operations Council and the Chairman of the Strategic Planning Working Party shall form the Management Committee. This Committee shall prepare and direct the work of each meeting of the Postal Operations Council and take on all the tasks which the latter decides to assign to it or the need for which arises in the course of the strategic planning process.

9 The functions of the Postal Operations Council shall be the following:

9.1 to conduct the study of the most important operational, commercial, technical, economic and technical cooperation problems which are of interest to postal administrations of all member countries, including questions with major financial repercussions (charges, terminal dues, transit charges, airmail conveyance rates, parcel-post rates, and the posting abroad of letter-post items), and to prepare information, opinions and recommendations for action on them;

9.2 to revise the Regulations of the Union within six months following the end of the Congress unless the latter decides otherwise; in case of urgent necessity, the Postal Operations Council may also amend the said Regulations at other sessions; in both cases, the Operations Council shall be subject to Council of Administration guidance on matters of fundamental policy and principle;

9.3 to coordinate practical measures for the development and improvement of international postal services;

9.4 to take, subject to Council of Administration approval within the framework of the latter's competence, any action considered necessary to safeguard and enhance the quality of and to modernize the international postal service;

9.5 to formulate proposals which shall be submitted for the approval either of Congress or of postal administrations in accordance with article 125; the approval of the Council of Administration is required when these proposals concern questions within the latter's competence;

9.6 to examine, at the request of the postal administration of a member country, any proposal which that postal administration forwards to the International Bureau under article 124, to prepare observations on it and to instruct the International Bureau to annex these observations to the proposal before submitting it for approval to the postal administrations of member countries;

9.7 to recommend, if necessary, and where appropriate after approval by the Council of Administration and consultation of all the postal administrations, the adoption of regulations or of a new procedure until such time as Congress takes a decision in the matter;

- 9.8 to prepare and issue, in the form of recommendations to postal administrations, standards for technological, operational and other processes within its competence where uniformity of practice is essential; it shall similarly issue, as required, amendments to standards it has already set;
  - 9.9 to examine in consultation with and with the approval of the Council of Administration, the draft Strategic Plan drawn up by the International Bureau for consideration by Congress; to revise each year the Plan approved by Congress with the assistance of the Strategic Planning Working Party and of the International Bureau as well as with the approval of the Council of Administration;
  - 9.10 to approve those parts of the annual report on the work of the Union prepared by the International Bureau which concern the responsibilities and functions of the Postal Operations Council;
  - 9.11 to decide on the contacts to be established with postal administrations in order to carry out its functions;
  - 9.12 to study teaching and vocational training problems of interest to the new and developing countries;
  - 9.13 to take the necessary steps to study and publicize the experiments and progress made by certain countries in the technical, operational, economic and vocational training fields of interest to the postal services;
  - 9.14 to study the present position and needs of the postal services in the new and developing countries and to prepare appropriate recommendations on ways and means of improving the postal services in those countries;
  - 9.15 to take, in consultation with the Council of Administration, appropriate steps in the sphere of technical cooperation with all member countries of the Union and in particular with the new and developing countries;
  - 9.16 to examine any other questions submitted to it by a member of the Postal Operations Council, by the Council of Administration or by any postal administration of a member country;
  - 9.17 to receive and discuss reports as well as recommendations from the Consultative Committee and, when matters of interest to the Postal Operations Council are involved, to examine and comment on recommendations from the Consultative Committee for submission to Congress;
  - 9.18 to designate the members that will serve as members of the Consultative Committee.
- 10 On the basis of the UPU Strategic Plan adopted by Congress and, in particular the part relating to the strategies of the Permanent Bodies of the Union, the Postal Operations Council shall, at its first session after Congress, prepare a draft basic work programme, containing a number of tactics aimed at implementing strategies. This basic work programme, which shall include a limited number of projects on topical subjects of common interest, shall be revised annually in the light of new realities and priorities, as well as of changes made to the Strategic Plan.
- 11 in order to ensure effective liaison between the work of the two bodies, the Council of Administration may designate representatives to attend Postal Operations Council meetings as observers.
  - 12 If they so request, the following observers may participate in the plenary sessions and Committee meetings of the Postal Operations Council, without the right to vote:
    - 12.1 members of the Council of Administration;
    - 12.2 members of the Consultative Committee;
    - 12.3 intergovernmental organizations interested in the work of the Postal Operations Council;

**12.4 other member countries of the Union.**

**13** For logistical reasons, the Postal Operations Council may limit the number of attendees per observer participating. It may also limit their right to speak during the debates.

**14** The members of the Postal Operations Council shall take an active part in its work. Observers may, at their request, be allowed to cooperate in the studies undertaken, subject to such conditions as the Council may establish to ensure the efficiency and effectiveness of its work. They may also be invited to chair Working Parties and Project Teams when their experience or expertise justifies it. The participation of observers shall be carried out without additional expense for the Union.

**15** In exceptional circumstances observers may be excluded from a meeting or a portion of a meeting or may have their right to receive documents restricted if the confidentiality of the subject of the meeting or document so requires. This restriction may be decided on a case-by-case basis by any body concerned or its Chair. The case-by-case situations shall be reported to the Council of Administration and to the Postal Operations Council. If it considers this necessary, the Council of Administration may, in consultation with the Postal Operations Council, subsequently review restrictions where appropriate.

**16** The Chairman of the Consultative Committee shall represent that organization at meetings of the Postal Operations Council when the agenda contains questions of interest to the Consultative Committee.

**17** The Postal Operations Council may invite the following to take part in its meetings without the right to vote:

- 17.1** any international body or any qualified person whom it wishes to associate with its work;
- 17.2** postal administrations of member countries not belonging to the Postal Operations Council;
- 17.3** any association or enterprise that it wishes to consult with respect to its work.

**Article 105**

**Information on the activities of the Postal Operations Council**

**1** After each session, the Postal Operations Council shall inform the member countries of the Union, the Restricted Unions and the members of the Consultative Committee about its activities by sending them, inter alia, a summary record and its resolutions and decisions.

**2** The Postal Operations Council shall prepare for the Council of Administration an annual report on its work.

**3** The Postal Operations Council shall make to Congress a comprehensive report on its work and send it to the postal administrations of the member countries of the Union and the members of the Consultative Committee at least two months before the opening of Congress.

**Article 106**

**Composition, functioning and meetings of the Consultative Committee**

**1** The aim of the Consultative Committee shall be to represent the interests of the wider international postal sector, and to provide a framework for effective dialogue between stakeholders. It shall consist of non-governmental organizations representing customers, delivery service providers, organizations of workers, suppliers of goods and services to the postal services sector and like organizations of individuals and companies which have an interest in international postal services. Where such organizations are registered, they must be registered in a member country of the Union. The Council of Administration and the Postal Operations Council shall designate the members of their respective Councils as

members of the Consultative Committee. Apart from members designated by the Council of Administration and the Postal Operations Council, membership in the Consultative Committee shall be determined through a process of application and acceptance established by the Council of Administration, carried out in accordance with article 102.6.31.

2 Each member of the Consultative Committee shall appoint its own representative.

3 The operational costs of the Consultative Committee shall be shared by the Union and members of the Committee as determined by the Council of Administration.

4 The members of the Consultative Committee shall not receive remuneration or any other compensation.

5 The Consultative Committee shall reorganize itself after each Congress in accordance with the framework established by the Council of Administration. The Chairman of the Council of Administration shall preside at the organizational meeting of the Consultative Committee, which shall elect its Chairman at that meeting.

6 The Consultative Committee shall determine its internal organization and shall draw up its own rules of procedure, taking into account the general principles of the Union and subject to the concurrence of the Council of Administration after having consulted the Postal Operations Council.

7 The Consultative Committee shall meet twice annually. In principle, the meetings will be held at Union headquarters at the same time as meetings of the Council of Administration and the Postal Operations Council. The date and location of each meeting shall be fixed by the Chairman of the Consultative Committee in agreement with the Chairmen of the Council of Administration and the Postal Operations Council and the Director-General of the International Bureau.

8 The Consultative Committee shall establish its own programme within the framework of the following functions:

6.1 to examine documents and reports of the Council of Administration and the Postal Operations Council. In exceptional circumstances, the right to receive certain texts and documents may be restricted if the confidentiality of the subject of the meeting or document so requires. This restriction may be decided on a case-by-case basis by any body concerned or its Chairman. The case-by-case situations shall be reported to the Council of Administration, and to the Postal Operations Council when matters of interest to the Postal Operations Council are concerned. If it considers this necessary, the Council of Administration may subsequently review restrictions, in consultation with the Postal Operations Council, where appropriate;

6.2 to conduct studies of and debate issues of importance to the Consultative Committee's members;

6.3 to consider issues affecting the postal services sector and issue reports on such issues;

6.4 to provide input to the work of the Council of Administration and the Postal Operations Council, including submitting reports and recommendations and giving opinions at the request of the two Councils;

6.5 to make recommendations to Congress, subject to the approval of the Council of Administration and, when matters of interest to the Postal Operations Council are involved, subject to examination and comment by the Postal Operations Council.

9 The Chairman of the Council of Administration and the Chairman of the Postal Operations Council shall represent those bodies at meetings of the Consultative Committee when the agenda of such meetings contains questions of interest to those bodies.

10 In order to ensure effective liaison with the bodies of the Union, the Consultative Committee may designate representatives to attend meetings of Congress, the Council of

Administration, and the Postal Operations Council, and their respective Committees, as observers without the right to vote.

11 If they so request, members of the Consultative Committee may attend plenary sessions and Committee meetings of the Council of Administration and the Postal Operations Council in accordance with articles 102.16 and 104.12. They may also participate in the work of project teams and working groups under terms established under articles 102.18 and 104.14. Members of the Consultative Committee may attend Congress as observers without the right to vote.

12 If they so request, the following observers may participate in the sessions of the Consultative Committee, without the right to vote:

- 12.1 members of the Postal Operations Council and the Council of Administration;
- 12.2 intergovernmental organizations interested in the work of the Consultative Committee;
- 12.3 Restricted Unions;
- 12.4 other member countries of the Union.

13 For logistical reasons, the Consultative Committee may limit the number of attendees per observer participating. It may also limit their right to speak during the debates.

14 In exceptional circumstances observers may be excluded from a meeting or a portion of a meeting or may have their right to receive documents restricted if the confidentiality of the subject of the meeting or document so requires. This restriction may be decided on a case-by-case basis by any body concerned or its Chair. The case-by-case situations shall be reported to the Council of Administration and to the Postal Operations Council when matters of interest to the Postal Operations Council are concerned. If it considers this necessary, the Council of Administration may subsequently review restrictions, in consultation with the Postal Operations Council where appropriate.

15 The International Bureau, under the responsibility of the Director-General, shall provide the secretariat for the Consultative Committee.

#### Article 107

##### Information on the activities of the Consultative Committee

1. After each session, the Consultative Committee shall inform the Council of Administration and the Postal Operations Council of its activities by sending to the Chairmen of those bodies, *inter alia*, a summary record of its meetings and its recommendations and views.

2. The Consultative Committee shall make to the Council of Administration an annual activity report, with a copy to the Postal Operations Council. This report shall be included in the documentation of the Council of Administration that is provided to member countries of the Union and Restricted Unions, in accordance with article 103.

3. The Consultative Committee shall make to Congress a comprehensive report on its work and send it to postal administrations of the member countries of the Union at least two months before the opening of Congress.

**Article 108**

**Rules of Procedure of Congresses (Const. 14)**

1 For the organization of its work and the conduct of its debates, Congress shall apply the Rules of Procedure of Congresses.

2 Each Congress may amend these Rules under the conditions laid down in the Rules of Procedure themselves.

**Article 109**

**Working languages of the International Bureau**

The working languages of the International Bureau shall be French and English.

**Article 110**

**Languages used for documentation, for debates and for official correspondence**

1 For the documentation of the Union, the French, English, Arabic and Spanish languages shall be used. The Chinese, German, Portuguese and Russian languages shall also be used provided that only the most important basic documentation is produced in these languages. Other languages may also be used on condition that the member countries which have made the request shall bear all of the costs involved.

2 The member country or countries which have requested a language other than the official language constitute a language group.

3 Documentation shall be published by the International Bureau in the official language and in the languages of the duly constituted language groups, either directly or through the intermediary of the regional offices of those groups in conformity with the procedures agreed with the International Bureau. Publication in the different languages shall be effected in accordance with a common standard.

4 Documentation published directly by the International Bureau shall, as far as possible, be distributed simultaneously in the different languages requested.

5 Correspondence between the postal administrations and the International Bureau and between the latter and outside entities may be exchanged in any language for which the International Bureau has available a translation service.

6 The costs of translation into any language, including those resulting from the application of paragraph 5, shall be borne by the language group which has asked for that language. The member countries using the official language shall pay, in respect of the translation of non-official documents, a lump-sum contribution, the amount of which per contribution unit shall be the same as that borne by the member countries using the other International Bureau working language. All other costs involved in the supply of documents shall be borne by the Union. The ceiling of the costs to be borne by the Union for the production of documents in Chinese, German, Portuguese and Russian shall be fixed by a Congress resolution.

7 The costs to be borne by a language group shall be divided among the members of that group in proportion to their contributions to the expenses of the Union. These costs may be divided among the members of the language group according to another system, provided that the countries concerned agree to it and inform the International Bureau of their decision through the intermediary of the spokesman of the group.

8 The International Bureau shall give effect to any change in the choice of language requested by a member country after a period which shall not exceed two years.



9 For the discussions at meetings of the Union's bodies, the French, English, Spanish and Russian languages shall be admissible, by means of a system of interpretation - with or without electronic equipment - the choice being left to the judgment of the organizers of the meeting after consultation with the Director-General of the International Bureau and the member countries concerned.

10 Other languages shall likewise be admissible for the discussions and meetings mentioned in paragraph 9.

11 Delegations using other languages shall arrange for simultaneous interpretation into one of the languages mentioned in paragraph 9, either by the system indicated in the same paragraph, when the necessary technical modifications can be made, or by individual interpreters.

12 The costs of the interpretation services shall be shared among the member countries using the same language in proportion to their contributions to the expenses of the Union. However, the costs of installing and maintaining the technical equipment shall be borne by the Union.

13 Postal administrations may come to an understanding about the language to be used for official correspondence in their relations with one another. In the absence of such an understanding the language to be used shall be French.

## Chapter II

### International Bureau

#### Article 111

##### Election of the Director-General and Deputy Director-General of the International Bureau

1 The Director-General and the Deputy Director-General of the International Bureau shall be elected by Congress for the period between two successive Congresses, the minimum duration of their term of office being **four** years. Their term of office shall be renewable once only. Unless Congress decides otherwise, the date on which they take up their duties shall be fixed at 1 January of the year following that in which Congress is held.

2 At least seven months before the opening of Congress, the Director-General of the International Bureau shall send a memorandum to the Governments of member countries inviting them to submit their applications, if any, for the posts of Director-General and Deputy Director-General and indicating at the same time whether the Director-General and Deputy Director-General in office are interested in a renewal of their initial term of office. The applications, accompanied by a curriculum vitae, must reach the International Bureau at least two months before the opening of Congress. The candidates must be nationals of the member countries which put them forward. The International Bureau shall prepare the election documents for Congress. The election of the Director-General and that of the Deputy Director-General shall take place by secret ballot, the first election being for the post of Director-General.

3 If the post of Director-General falls vacant, the Deputy Director-General shall take over the functions of Director-General until the expiry of the latter's term of office; he shall be eligible for election to that post and shall automatically be accepted as a candidate, provided that his initial term of office as Deputy Director-General has not already been renewed once by the preceding Congress and that he declares his interest in being considered as a candidate for the post of Director-General.

4 If the posts of Director-General and Deputy Director-General fall vacant at the same time, the Council of Administration shall elect, on the basis of the applications received following notification of the vacancies, a Deputy Director-General for the period extending up to the next Congress. With regard to the submission of applications, paragraph 2 shall apply by analogy

5 If the post of Deputy Director-General falls vacant, the Council of Administration shall, on the proposal of the Director-General, instruct one of the **grade D 2 Directors** at the International Bureau to take over the functions of Deputy Director-General until the following Congress.

## Article 112

### Duties of the Director-General

1 The Director-General shall organize, administer and direct the International Bureau, of which he is the legal representative. He shall be empowered to classify posts in grades G 1 to D 2 and to appoint and promote officials in those grades. For appointments in grades P 1 to D 2, he shall consider the professional qualifications of the candidates recommended by the postal administrations of the member countries of which the candidates are nationals or in which they exercise their professional activities, taking into account equitable geographical distribution with respect to continents and languages. **D 2** posts shall as far as possible be filled by candidates from different regions and from regions other than those from which the Director-General and Deputy Director-General originate, bearing in mind the paramount consideration of the efficiency of the International Bureau. In the case of posts requiring special qualifications, the Director-General may seek applications from outside. He shall also consider, for the appointment of a new official, that, in principle, persons occupying grade D 2, D 1 and P 5 posts must be nationals of different member countries of the Union. For the promotion of an official of the International Bureau to grades D 2, D 1 and P 5, he shall not be bound to apply that principle. Moreover, the requirements of equitable geographical and language distribution shall rank behind merit in the recruitment process. The Director-General shall inform the Council of Administration once a year of appointments and promotions in grades P 4 to D 2.

2 The Director-General shall have the following duties:

- 2.1 to act as depositary of the Acts of the Union and as intermediary in the procedure of accession and admission to and withdrawal from the Union;
- 2.2 to notify the decisions taken by Congress to all the Governments of member countries;
- 2.3 to notify all postal administrations of the Regulations drawn up or revised by the Postal Operations Council;
- 2.4 to prepare the draft annual budget of the Union at the lowest possible level consistent with the requirements of the Union and to submit it in due course to the Council of Administration for consideration; to communicate the budget to the member countries of the Union after approval by the Council of Administration and to execute it;
- 2.5 to execute the specific activities requested by the bodies of the Union and those assigned to him by the Acts;
- 2.6 to take action to achieve the objectives set by the bodies of the Union, within the framework of the established policy and the funds available;
- 2.7 to submit suggestions and proposals to the Council of Administration or to the Postal Operations Council;
- 2.8 **following the close of Congress, to submit proposals to the Postal Operations Council concerning changes to the Regulations required as a result of Congress decisions, in accordance with the Rules of Procedure of the Postal Operations Council;**
- 2.9 to prepare, for the Postal Operations Council and on the basis of directives issued by the latter, the draft Strategic Plan to be submitted to Congress and the draft annual revision;
- 2.10 to ensure the representation of the Union;

**2.11** to act as an intermediary in relations between:

- the UPU and the Restricted Unions;
- the UPU and the United Nations;
- the UPU and the international organizations whose activities are of interest to the Union;
- the UPU and the international organizations or the associations or enterprises that the bodies of the Union wish to consult or associate with their work;

**2.12** to assume the duties of Secretary-General of the bodies of the Union and supervise in this capacity and taking into account the special provisions of these General Regulations, in particular:

- the preparation and organization of the work of the Union's bodies;
- the preparation, production and distribution of documents, reports and minutes;
- the functioning of the secretariat at meetings of the Union's bodies;

**2.13** to attend the meetings of the bodies of the Union and take part in the discussions without the right to vote, with the possibility of being represented.

#### Article 113

##### Duties of the Deputy Director-General

1 The Deputy Director-General shall assist the Director-General and shall be responsible to him.

2 If the Director-General is absent or prevented from discharging his duties, the Deputy Director-General shall exercise his functions. The same shall apply in the case of a vacancy in the post of Director-General as mentioned in article 111.3.

#### Article 114

##### Secretariat of the Union's bodies (Const. 14, 15, 17, 18)

The secretariat of the Union's bodies shall be provided by the International Bureau under the responsibility of the Director-General. It shall send all the documents published on the occasion of each session to the postal administrations of the members of the body, to the postal administrations of countries which, while not members of the body, cooperate in the studies undertaken, to the Restricted Unions and to postal administrations of other member countries which ask for them.

#### Article 115

##### List of member countries (Const. 2)

The International Bureau shall prepare and keep up to date the list of member countries of the Union showing therein their contribution class, their geographical group and their position with respect to the Acts of the Union.

#### Article 116

##### Information. Opinions. Requests for interpretation and amendment of the Acts. Inquiries. Role in the settlement of accounts (Const. 20; Gen Regs 124, 125, 126)

1 The International Bureau shall be at all times at the disposal of the Council of Administration, the Postal Operations Council and postal administrations for the purpose of supplying them with any necessary information on questions relating to the service.

2 In particular it shall collect, collate, publish and distribute all kinds of information of interest to the international postal service, give an opinion, at the request of the parties involved, on questions in dispute, act on requests for interpretation and amendment of the Acts of the Union and, in general, carry out such studies and editorial or documentary work as are assigned to it by those Acts or as may be referred to it in the interest of the Union.

3 It shall also conduct inquiries requested by postal administrations to obtain the views of other postal administrations on a particular question. The result of an inquiry shall not have the status of a vote and shall not be formally binding.

4 It may act as a clearing house in the settlement of accounts of all kinds relating to the postal service.

#### Article 117

##### Technical cooperation (Const. 1)

The International Bureau shall develop postal technical assistance in all its forms within the framework of international technical cooperation.

#### Article 118

##### Forms supplied by the International Bureau (Const. 20)

The International Bureau shall be responsible for arranging the manufacture of international reply coupons and for supplying them, at cost, to postal administrations ordering them.

#### Article 119

##### Acts of Restricted Unions and Special Agreements (Const. 8)

1 Two copies of the Acts of Restricted Unions and of Special Agreements concluded under article 8 of the Constitution shall be sent to the International Bureau by the offices of such Unions, or failing that, by one of the contracting parties.

2 The International Bureau shall see that the Acts of Restricted Unions and Special Agreements do not include conditions less favourable to the public than those which are provided for in the Acts of the Union and shall inform postal administrations of the existence of such Unions and Agreements. The International Bureau shall notify the Council of Administration of any irregularity discovered through applying this provision.

#### Article 120

##### Union periodical

The International Bureau shall publish, with the aid of the documents made available to it, a periodical in Arabic, Chinese, English, French, German, Russian and Spanish.

#### Article 121 (Const. 20; Gen Regs 102.6.17)

##### Biennial report on the work of the Union

The International Bureau shall make a **biennial** report on the work of the Union, which shall be sent, after approval by the Council of Administration, to postal administrations, the Restricted Unions and the United Nations.

## Chapter III

### Procedure for the submission and consideration of proposals

#### Article 122

##### Procedure for submitting proposals to Congress (Const. 29)

- 1 Subject to the exceptions provided for in paragraphs 2 and 5, the following procedure shall govern the submission of proposals of all kinds to Congress by postal administrations of member countries:
  - a proposals which reach the International Bureau at least six months before the date fixed for Congress shall be accepted;
  - b no drafting proposal shall be accepted during the period of six months preceding the date fixed for Congress;
  - c proposals of substance which reach the International Bureau in the interval between six and four months before the date fixed for Congress shall not be accepted unless they are supported by at least two postal administrations;
  - d proposals of substance which reach the International Bureau in the interval between four and two months preceding the date fixed for Congress shall not be accepted unless they are supported by at least eight postal administrations; proposals which arrive after that time shall no longer be accepted;
  - e declarations of support shall reach the International Bureau within the same period as the proposals to which they refer.
- 2 Proposals concerning the Constitution or the General Regulations shall reach the International Bureau not later than six months before the opening of Congress; any received after that date but before the opening of Congress shall not be considered unless Congress so decides by a majority of two thirds of the countries represented at Congress and unless the conditions laid down in paragraph 1 are fulfilled.
- 3 Every proposal must, as a rule, have only one aim and contain only the changes justified by that aim.
- 4 Drafting proposals shall be headed "Drafting proposal" by the postal administrations which submit them and shall be published by the International Bureau under a number followed by the letter R. Proposals which do not bear this indication but which, in the opinion of the International Bureau, deal only with drafting points shall be published with an appropriate annotation; the International Bureau shall draw up a list of these proposals for Congress.
- 5 The procedure prescribed in paragraphs 1 and 4 shall not apply either to proposals concerning the Rules of Procedure of Congresses or to amendments to proposals already made.

#### Article 123

##### Procedure for submitting proposals to the Postal Operations Council concerning the preparation of new Regulations in the light of decisions taken by Congress

- 1 The Regulations of the Universal Postal Convention and the Postal Payment Services Agreement shall be drawn up by the Postal Operations Council in the light of the decisions taken by Congress.
- 2 Proposals that are consequential on proposed amendments to the Convention or Postal Payment Services Agreement shall be submitted to the International Bureau simultaneously with the Congress proposals to which they relate. They may be submitted by a single postal administration of a member country without the support of other postal

administrations of member countries. Such proposals shall be distributed to all member countries no later than one month prior to Congress.

3 Other proposals concerning the Regulations for consideration by the Postal Operations Council, in its preparation of the new Regulations within the six months following Congress shall be submitted to the International Bureau at least two months prior to Congress.

4 Proposals concerning changes to the Regulations required as a result of Congress decisions that are submitted by postal administrations of member countries must reach the International Bureau no later than two months before the opening of the Postal Operations Council. Such proposals shall be distributed to all member countries no later than one month prior to the opening of the Postal Operations Council.

#### Article 124

Procedure for submitting proposals between Congresses (Const. 29; Gen Regs 116)

1 To be eligible for consideration every proposal concerning the Convention or the Agreements submitted by a postal administration between Congresses shall be supported by at least two other postal administrations. Such proposals shall lapse if the International Bureau does not receive, at the same time, the necessary number of declarations of support.

2 These proposals shall be sent to other postal administrations through the intermediary of the International Bureau.

3 Proposals concerning the Regulations shall not require support but shall not be considered by the Postal Operations Council unless the latter agrees to the urgent necessity.

#### Article 125

Consideration of proposals between Congresses (Const. 29; Gen Regs 116, 124)

1 Every proposal concerning the Convention, the Agreements and their Final Protocols shall be subject to the following procedure: where a postal administration of a member country has sent a proposal to the International Bureau, the latter shall forward it to all postal administrations of member countries for examination. They shall be allowed a period of two months in which to examine the proposal and forward any observations to the International Bureau. Amendments shall not be admissible. Once these two months have elapsed, the International Bureau shall forward to postal administrations of member countries all the observations it has received and invite each postal administration of a member country to vote for or against the proposal. Postal administrations of member countries that have not sent in their vote within a period of two months shall be considered to have abstained. The aforementioned periods shall be reckoned from the dates of the International Bureau circulars.

2 Proposals for amending the Regulations shall be dealt with by the Postal Operations Council.

3 If the proposal relates to an Agreement or its Final Protocol, only the postal administrations of member countries which are parties to that Agreement may take part in the procedure described in paragraph 1.

## Article 126

Notification of decisions adopted between Congresses (Const. 29; Gen Regs 124, 125)

1 Amendments made to the Convention, the Agreements and the Final Protocols to those Acts shall be sanctioned by notification thereof to the Governments of member countries by the Director-General of the International Bureau.

2 Amendments made to the Regulations and their Final Protocols by the Postal Operations Council shall be communicated to postal administrations by the International Bureau. The same shall apply to the interpretations referred to in article 36.3.2 of the Convention and in the corresponding provisions of the Agreements.

## Article 127

Entry into force of the Regulations and of the other decisions adopted between Congresses

1 The Regulations shall come into force on the same date and shall have the same duration as the Acts laid down by Congress.

2 Subject to paragraph 1, decisions on amending the Acts of the Union which are adopted between Congresses shall not take effect until at least three months after their notification.

## Chapter IV

### Finance

## Article 128

Fixing and regulation of the expenditure of the Union (Const. 22)

1 Subject to the provisions of paragraphs 2 to 6, the annual expenditure relating to the activities of bodies of the Union may not exceed the following sums for 2005 and subsequent years: 37,000,000 Swiss francs for the years 2005 to 2008. The basic limit for 2008 shall also apply to the following years in case the Congress scheduled for 2008 is postponed.

2 The expenditure relating to the convening of the next Congress (travelling expenses of the secretariat, transport charges, cost of installing simultaneous interpretation equipment, cost of reproducing documents during the Congress, etc.) shall not exceed the limit of 2,900,000 Swiss francs.

3 The Council of Administration shall be authorized to exceed the limits laid down in paragraphs 1 and 2 to take account of increases in salary scales, pension contributions or allowances, including post adjustments, approved by the United Nations for application to its staff working in Geneva.

4 The Council of Administration shall also be authorized to adjust, each year, the amount of expenditure other than that relating to staff on the basis of the Swiss consumer price index.

5 Notwithstanding paragraph 1, the Council of Administration, or in case of extreme urgency, the Director-General, may authorize the prescribed limits to be exceeded to meet the cost of major and unforeseen repairs to the International Bureau building, provided however that the amount of the increase does not exceed 125,000 Swiss francs per annum.

6 If the credits authorized in paragraphs 1 and 2 prove inadequate to ensure the smooth running of the Union, these limits may only be exceeded with the approval of the majority of the

member countries of the Union. Any consultation shall include a complete description of the facts justifying such a request.

7 Countries which accede to the Union or are admitted to the status of members of the Union as well as those which leave the Union shall pay their contributions for the whole of the year during which their admission or withdrawal becomes effective.

8 Member countries shall pay their contributions to the Union's annual expenditure in advance on the basis of the budget laid down by the Council of Administration. These contributions shall be paid not later than the first day of the financial year to which the budget refers. After that date, the sums due shall be chargeable with interest in favour of the Union at the rate of 3% per annum for the first six months and of 6% per annum from the seventh month.

9 Where the arrears of mandatory contributions, not including interest, owed to the Union by a member country are equal to or more than the amount of the contributions of that member country for the preceding two financial years, such member country may irrevocably assign to the Union all or part of the credits owed it by other member countries, in accordance with the arrangements laid down by the Council of Administration. The conditions of this assignment of credit shall be determined by agreement reached between the member country, its debtors/creditors and the Union.

10 A member country which, for legal or other reasons, cannot make such assignment shall undertake to conclude a schedule for the amortization of its arrears.

11 Other than in exceptional circumstances, recovery of arrears of mandatory contributions owed to the Union may not extend over more than ten years.

12 In exceptional circumstances, the Council of Administration may release a member country from all or part of the interest owed if that country has paid the full capital amount of its debts in arrears.

13 A member country may also be released, within the framework of an amortization schedule approved by the Council of Administration for its accounts in arrears, from all or part of the interest accumulated or to accrue; such release shall, however, be subject to the full and punctual execution of the amortization schedule within an agreed period of ten years at most.

14 To cover shortfalls in Union financing, a Reserve Fund shall be established the amount of which shall be fixed by the Council of Administration. This Fund shall be maintained primarily from budget surpluses. It may also be used to balance the budget or to reduce the amount of member countries' contributions.

15 As regards temporary financing shortfalls, the Government of the Swiss Confederation shall make the necessary short-term advances, on conditions which are to be fixed by mutual agreement. That Government shall supervise, without charge, book-keeping and accounting of the International Bureau within the limits of the credits fixed by Congress.

#### Article 129

##### Automatic sanctions

1 Any member country unable to make the assignment provided for in article 128.9 and which does not agree to submit to an amortization schedule proposed by the International Bureau in accordance with article 128.10, or which does not comply with such a schedule shall automatically lose its right to vote at Congress and at meetings of the Council of Administration and the Postal Operations Council and shall no longer be eligible for membership of these two Councils.

2 Automatic sanctions shall be lifted as a matter of course and with immediate effect as soon as the member country concerned has paid its arrears of mandatory contributions owed to



the Union, in capital and interest, or has agreed to submit to a schedule for the amortization of the arrears.

### Article 130

#### Contribution classes (Const. 21; Gen Regs 115, 128)

1 Member countries shall contribute to defraying Union expenses according to the contribution class to which they belong. These classes shall be the following:

class of 50 units;

**class of 45 units;**

class of 40 units;

class of 35 units;

**class of 30 units;**

class of 25 units;

class of 20 units;

class of 15 units;

class of 10 units;

class of 5 units;

class of 3 units;

class of 1 unit;

class of 0.5 unit, reserved for the least advanced countries as listed by the United Nations and for other countries designated by the Council of Administration.

2 Notwithstanding the contribution classes listed in paragraph 1, any member country may elect to contribute more than 50 units.

3 Member countries shall be included in one of the above-mentioned contribution classes upon their admission or accession to the Union in accordance with the procedure laid down in article 21.4, of the Constitution.

4 Member countries may subsequently change contribution class on condition that this change is communicated to the International Bureau at least two months before the opening of Congress. This notification, which shall be brought to the attention of Congress, shall take effect on the date of the entry into force of the financial provisions drawn up by Congress. Member countries that have not made known their wish to change contribution class within the required time shall remain in the class to which they belonged up to that time.

5 Member countries may not insist on being lowered more than one class at a time.

6 Nevertheless, in exceptional circumstances such as natural disasters necessitating international aid programmes, the Council of Administration may authorize a temporary reduction in contribution class once between two Congresses when so requested by a member country if the said member establishes that it can no longer maintain its contribution at the class originally chosen. In the same circumstances, the Council of Administration may also authorize a temporary reduction for the non-least developed countries already in the class of 1 unit by placing them in the class of 0.5 unit.

7 The temporary reduction in contribution class in application of paragraph 6 may be authorized by the Council of Administration for a maximum period of two years or up to the next Congress, whichever is earlier. On expiry of the specified period, the country concerned shall automatically revert to its original contribution class.

8 Notwithstanding paragraphs 4 and 5, changes to a higher class shall not be subject to any restriction.

Article 131

Payment for supplies from the International Bureau (Gen Regs 118)

Supplies provided by the International Bureau to postal administrations against payment shall be paid for in the shortest possible time and at the latest within six months from the first day of the month following that in which the account is sent by the Bureau. After that period the sums due shall be chargeable with interest in favour of the Union at the rate of 5% per annum reckoned from the date of expiry of that period.

Chapter V

Arbitration

Article 132

Arbitration procedure (Const. 32)

1 If a dispute has to be settled by arbitration, each of the postal administrations party to the case shall select a postal administration of a member country not directly involved in the dispute. When several postal administrations make common cause, they shall count only as a single administration for the purposes of this provision.

2 If one of the postal administrations party to the case does not act on a proposal for arbitration within a period of six months, the International Bureau, if so requested, shall itself call upon the defaulting postal administration to appoint an arbitrator or shall itself appoint one ex officio.

3 The parties to the case may agree to appoint a single arbitrator which may be the International Bureau.

4 The decision of the arbitrators shall be taken by a majority of votes.

5 In the event of a tie the arbitrators shall select another postal administration, not involved in the dispute either, to settle the matter. Should they fail to agree on the choice, this postal administration shall be appointed by the International Bureau from among postal administrations not proposed by the arbitrators.

6 If the dispute concerns one of the Agreements, the arbitrators may be appointed only from among the postal administrations that are parties to that Agreement.

Chapter VI

Final provisions

Article 133

Conditions for approval of proposals concerning the General Regulations

To become effective, proposals submitted to Congress relating to these General Regulations shall be approved by a majority of the member countries represented at Congress **and having the right to vote**. At least two thirds of the member countries of the Union **having the right to vote** shall be present at the time of voting.

Article 134

Proposals concerning the Agreements with the United Nations (Const. 9)

The conditions of approval referred to in article 133 shall apply equally to proposals designed to amend the Agreements concluded between the Universal Postal Union and the United Nations, in so far as those Agreements do not lay down conditions for the amendment of the provisions they contain.

Article 135

Entry into force and duration of the General Regulations

These General Regulations shall come into force on 1 January 2006 and shall remain in force for an indefinite period.

In witness whereof the plenipotentiaries of the Governments of the member countries have signed these General Regulations in a single original which shall be deposited with the Director-General of the International Bureau. A copy thereof shall be delivered to each party by the International Bureau of the Universal Postal Union.

Done at Bucharest, 5 October 2004.

# Aturan Umum Perhimpunan Pos Sedunia

Yang bertanda tangan di bawah ini, perwakilan berkuasa penuh Pemerintah negara-negara anggota Perhimpunan Pos Sedunia, dengan memperhatikan pasal 22.2 Konstitusi Perhimpunan Pos Sedunia yang ditandatangani di Wina pada tanggal 10 Juli 1964, dengan memperhatikan pula pasal 25.4 Konstitusi, telah menyusun Peraturan Umum ini dengan ketentuan-ketentuan di bawah ini yang menjamin aplikasi Konstitusi dan fungsi Perhimpunan.

## Bab I

### Fungsi Badan-badan Perhimpunan

#### Pasal 101

Penyelenggaraan dan pelaksanaan Kongres serta Kongres Luar Biasa (Konst. 14, 15)

- 1 Perwakilan dari negara anggota bersidang dalam Kongres sekurang-kurangnya **empat** tahun setelah **akhir tahun pelaksanaan** Kongres sebelumnya.
- 2 Setiap negara anggota mengirimkan perwakilannya di Kongres sebanyak satu atau lebih perwakilan berkuasa penuh yang ditunjuk oleh Pemerintahnya dengan kewenangan seperlunya. Apabila diperlukan, maka dapat diwakilkan kepada delegasi dari negara lain. Namun demikian harus dipahami bahwa satu delegasi hanya dapat mewakili satu negara selain negaranya sendiri.
- 3 Dalam perundingan, setiap negara berhak atas satu suara, dengan tetap mempertimbangkan sanksi sebagaimana diatur dalam **pasal 129**.
- 4 Pada prinsipnya, setiap Kongres menunjuk negara tempat penyelenggaraan Kongres berikutnya. Apabila penunjukan tersebut tidak memungkinkan, maka Dewan Administrasi berwenang menunjuk negara tempat penyelenggaraan Kongres berikutnya, setelah berkonsultasi dengan negara yang bertalian.
- 5 Setelah berkonsultasi dengan Biro Internasional, Pemerintah tuan rumah menetapkan tanggal definitif dan tempat penyelenggaraan Kongres. Secara prinsip satu tahun sebelum tanggal tersebut Pemerintah tuan rumah mengirimkan undangan kepada setiap Pemerintah negara anggota Perhimpunan. Undangan tersebut dikirimkan secara langsung atau melalui

perantara Pemerintah lainnya atau melalui Direktur Jenderal Biro Internasional.

6 Apabila tidak ada negara yang bersedia menjadi tuan rumah penyelenggara Kongres, Biro Internasional dengan persetujuan Dewan Administrasi dan setelah berkonsultasi dengan Pemerintah Konfederasi Swiss mengambil layath-layath seperlunya guna menyelenggarakan Kongres di negara tempat berkedudukan Perhimpunan. Dalam hal ini Biro Internasional melakukan fungsi sebagai Pemerintah tuan rumah.

7 Tempat penyelenggaraan Kongres Luar Biasa ditentukan oleh negara-negara anggota yang menginginkan Kongres dimaksud, setelah berkonsultasi dengan Biro Internasional.

8 Ayat 2 sampai dengan 6 berlaku secara analogi terhadap Kongres-kongres Luar Biasa.

Pasal 102

Komposisi, fungsi dan sidang-sidang Dewan Administrasi (Konst. 17)

1 Dewan Administrasi terdiri atas empat puluh satu anggota yang melakukan fungsinya dalam periode antara dua Kongres berturut-turut.

2 Kepemimpinan Dewan Administrasi menjadi hak negara tuan rumah penyelenggara Kongres. Apabila negara dimaksud melepaskan haknya, maka negara tersebut akan menjadi anggota secara de jure, sehingga kelompok geografis dimana negara itu berada berhak mendapatkan satu kursi tambahan. Dimana, ketentuan ayat 3 tidak berlaku. Dalam hal ini, Dewan Administrasi wajib memilih ketua dari salah satu negara anggota yang berada dalam kelompok geografis negara tuan rumah.

3 Empat puluh anggota Dewan Administrasi lainnya dipilih oleh Kongres berdasarkan pembagian geografis yang berimbang. Sekurang-kurangnya setengah dari anggotanya diganti pada setiap Kongres; suatu negara tidak boleh dipilih menjadi anggota selama tiga Kongres berturut-turut.

4 Setiap anggota Dewan Administrasi menunjuk wakilnya yang kompeten dalam masalah perposan.

5 Kantor anggota Dewan Administrasi dibebaskan dari pembayaran. Pengeluaran operasional Dewan dibebankan kepada Perhimpunan.

6 Dewan Administrasi mempunyai fungsi-fungsi di bawah ini:

6.1 mengawasi kegiatan Perhimpunan di antara dua Kongres, menjamin

pelaksanaan keputusan-keputusan Kongres, mempelajari masalah-masalah yang berkaitan dengan kebijakan pemerintah tentang perposan, dan mengikuti perkembangan peraturan internasional seperti yang berkaitan dengan perdagangan jasa dan persaingan;

- 6.2 mempertimbangkan dan menyetujui setiap tindakan yang dianggap perlu dalam ruang lingkup kerjanya kompetensi guna menjaga dan meningkatkan kualitas dan memodernisasi layanan pos internasional;
- 6.3 memajukan, mengkoordinasikan dan mengawasi semua bentuk bantuan teknik pos dalam kerangka kerja sama teknik internasional;
- 6.4 mempertimbangkan dan menyetujui anggaran tahunan dan keuangan Perhimpunan;
- 6.5 memberi kewenangan pelampauan batas maksimum pengeluaran, bilamana diperlukan, sesuai dengan ketentuan pasal **128.3 sampai 5**;
- 6.6 menetapkan Aturan Keuangan Perhimpunan Pos Sedunia;
- 6.7 menetapkan aturan Dana Cadangan;
- 6.8 menetapkan aturan Dana Khusus;
- 6.9 menetapkan aturan Dana Kegiatan Khusus;
- 6.10 menetapkan aturan Dana Sukarela;
- 6.11 mengawasi kegiatan Biro Internasional;
- 6.12 berwenang memilih kelas kontribusi yang lebih rendah apabila diminta, sesuai dengan persyaratan yang diatur dalam pasal **130.6**.
- 6.13 berwenang untuk mengubah kelompok geografis apabila diminta, dengan mempertimbangkan pendapat-pendapat yang disampaikan oleh negara-negara yang menjadi anggota kelompok geografis terkait;
- 6.14 menetapkan peraturan kepegawaian dan persyaratan kerja bagi pegawai yang terpilih;
- 6.15 menciptakan atau menghapus posisi di Biro Internasional dengan mempertimbangkan batasan pengeluaran yang ditetapkan;
- 6.16 menetapkan peraturan Dana Sosial;
- 6.17 menyetujui laporan **dua tahunan** dan Laporan Operasional Keuangan

Perhimpunan yang dibuat oleh Biro Internasional dan bila memungkinkan memberikan pandangan terhadap laporan tersebut;

- 6.18 menjalin hubungan dengan administrasi pos guna melaksanakan fungsinya;
- 6.19 setelah berkonsultasi dengan Dewan Operasi Pos, menjalin hubungan dengan organisasi yang secara *de jure* bukan sebagai peninjau, mempertimbangkan dan menyetujui laporan Biro Internasional tentang hubungan Perhimpunan Pos Sedunia dengan badan internasional lainnya serta mengambil keputusan yang dianggap perlu untuk melaksanakan hubungan tersebut dan tindakan yang diambil terhadapnya; untuk dilaksanakan pada waktunya, **setelah berkonsultasi dengan Dewan Operasi Pos dan Sekretaris Jenderal**, organisasi internasional, **asosiasi, perusahaan dan orang-orang yang memenuhi syarat untuk diundang pada sidang-sidang tertentu dalam Kongres dan Komite-komitennya apabila menjadi kepentingan Perhimpunan atau kerja Kongres** dan menginstruksikan Direktur Jenderal agar menerbitkan undangan yang diperlukan;
- 6.20 menetapkan prinsip-prinsip yang dianggap perlu, bagi Dewan Operasi Pos untuk mempertimbangkan studi permasalahan yang berpengaruh besar terhadap keuangan (*bea, terminal dues, bea transit, bea pokok angkutan udara, dan pengeposan kiriman surat pos di negara lain*), mencermati studi terhadap permasalahan tersebut secara terus menerus, dan mengkaji serta menyetujui proposal Dewan Operasi Pos yang berkaitan dengan permasalahan tersebut untuk disesuaikan dengan prinsip-prinsip dimaksud;
- 6.21 mempelajari studi tentang Dewan Operasi Pos atau masalah-masalah administrasi pos, administratif, legislatif dan hukum berkaitan dengan Perhimpunan atau layanan pos internasional; studi ini dilakukan oleh Dewan Administrasi guna memutuskan apakah studi dalam bidang-bidang yang diminta oleh administrasi-administrasi pos di antara dua Kongres tersebut sudah tepat;
- 6.22 merumuskan proposal-proposal yang diajukan untuk disetujui baik oleh Kongres maupun administrasi-administrasi pos sesuai dengan pasal 124;
- 6.23 menyetujui rekomendasi Dewan Operasi Pos dalam kerangka kerja kompetensinya untuk mengadopsi aturan-aturan atau prosedur baru sampai Kongres mengambil keputusan untuk itu;
- 6.24 mempertimbangkan laporan tahunan yang dibuat oleh Dewan Operasi Pos dan proposal yang diajukan oleh Dewan Operasi Pos;

- 6.25 mengajukan kepada Dewan Operasi Pos mengenai masalah-masalah yang akan dikaji sesuai dengan pasal 104, ayat 9.16;
- 6.26 menunjuk negara tempat penyelenggaraan Kongres berikutnya sesuai dengan ketentuan pasal 101, ayat 4;
- 6.27 pada waktunya menetapkan jumlah Komite yang diperlukan untuk melaksanakan kerja Kongres dan merinci fungsi-fungsinya setelah berkonsultasi dengan Dewan Operasi Pos;
- 6.28 setelah berkonsultasi dengan Dewan Operasi Pos dan berdasarkan persetujuan Kongres, menunjuk negara-negara anggota yang melaksanakan tugas:
- sebagai wakil ketua Kongres dan ketua serta wakil ketua Komite-komite, dengan mempertimbangkan pembagian geografis yang berimbang negara-negara anggota;
  - Komite terbatas pada Kongres;
- 6.29 mengkaji dan menyetujui konsep Rencana Strategis untuk diajukan kepada Kongres yang dibuat oleh Dewan Operasi Pos dengan dukungan Biro Internasional; mengkaji dan menyetujui revisi tahunan terhadap Rencana yang disetujui oleh Kongres berdasarkan rekomendasi dari Dewan Operasi Pos, serta melakukan konsultasi dengan Dewan Operasi Pos tentang perkembangan dan pembaruan Rencana tahunan.
- 6.30 menetapkan kerangka pengorganisasian Komite Konsultatif yang sesuai dengan Komite Konsultatif tersebut sebagaimana dalam ketentuan pasal 106;**
- 6.31 menetapkan kriteria keanggotaan Komite Konsultatif dan menyetujui atau menolak semua permohonan keanggotaan menurut kriteria tersebut, menjamin bahwa penyelesaian permohonan tersebut dilaksanakan secepatnya di antara sidang-sidang Dewan Administrasi;**
- 6.32 menunjuk anggota yang akan bertugas sebagai anggota Komite Konsultatif;**
- 6.33 menerima dan mendiskusikan laporan-laporan serta rekomendasi dari Komite Konsultatif dan mempertimbangkan rekomendasi dari Komite Konsultatif untuk diajukan kepada Kongres.**
- 7 Pada sidang pertamanya yang dipimpin oleh Ketua Kongres, Dewan Administrasi memilih empat Wakil Ketua di antara anggotanya dan menyusun aturan serta ketentuan.



8 Dengan dipimpin oleh Ketuaanya, secara prinsip Dewan Administrasi bersidang satu kali dalam setahun bertempat di kantor pusat Perhimpunan.

9 Ketua, Wakil Ketua dan para Ketua Komite Dewan Administrasi beserta Ketua Kelompok Kerja Perencanaan Strategis membentuk Komite Manajemen. Komite ini mempersiapkan dan mengarahkan kerja setiap sesi Dewan Administrasi. Atas nama Dewan Administrasi, Komite ini juga menyetujui laporan tahunan yang dibuat oleh Biro Internasional tentang kerja Perhimpunan dan melakukan tugas lain yang diputuskan oleh Dewan Administrasi untuk dilaksanakan atau kebutuhan yang muncul berkaitan dengan proses perencanaan strategis.

10 Perwakilan setiap anggota Dewan Administrasi yang turut serta dalam sidang-sidangnya, kecuali sidang yang dilangsungkan selama Kongres, berhak untuk menerima penggantian atas biaya perjalanan udara kelas ekonomi atau perjalanan kereta api kelas satu, atau pengeluaran untuk perjalanan yang menggunakan sarana lainnya dengan syarat bahwa jumlahnya tidak melebihi harga tiket kelas ekonomi. Hak yang sama diberikan juga kepada setiap anggota Komite, Kelompok Kerja atau badan-badan lainnya yang bersidang di luar masa Kongres dan sesi Dewan.

11 Ketua Dewan Operasi Pos mewakili badan ini pada sidang-sidang Dewan Administrasi yang berkaitan dengan masalah-masalah kepentingan badan yang dipimpinnya.

**12 Ketua Komite Konsultatif mewakili badan ini pada sidang-sidang Dewan Administrasi apabila agenda sidang memuat masalah-masalah yang berkaitan dengan kepentingan Komite Konsultatif.**

13 Untuk menjamin hubungan kerja yang efektif di antara kedua badan, Dewan Operasi Pos dapat menunjuk wakil-wakilnya untuk menghadiri sidang Dewan Administrasi sebagai peninjau.

14 Administrasi pos negara tempat Dewan Administrasi bersidang harus diundang untuk turut serta dalam sidang-sidang tersebut dalam kapasitas sebagai peninjau, apabila negara tersebut bukan anggota Dewan Administrasi.

15 Dewan Administrasi dapat mengundang setiap badan internasional, setiap perwakilan suatu asosiasi atau badan usaha, atau setiap orang yang dianggap layak untuk diajak bekerja sama dalam pekerjaannya, tanpa hak suara. Dengan syarat yang sama, Dewan juga dapat mengundang satu atau beberapa administrasi pos negara anggota yang mempunyai kepentingan atas masalah-masalah yang tertuang dalam agenda.

**16 Apabila mengajukan permintaan, para peninjau di bawah ini dapat berpartisipasi dalam pleno dan sidang-sidang Komite dari Dewan**

Administrasi, tanpa hak suara:

16.1 anggota Dewan Operasi Pos;

16.2 anggota Komite Konsultatif;

16.3 organisasi-organisasi antar pemerintah yang berkepentingan dengan kerja Dewan Administrasi;

16.4 negara-negara anggota Perhimpunan lainnya.

17 Karena alasan logistik, Dewan Administrasi dapat membatasi jumlah peserta setiap peninjau yang berpartisipasi. Dewan dapat juga membatasi hak berbicara selama berlangsungnya debat.

18 Anggota-anggota Dewan Administrasi berperan aktif dalam kerja Dewan. **Peninjau**, atas permintaannya dapat **diizinkan** untuk bekerja sama dalam studi yang dilaksanakan, dengan syarat yang ditetapkan oleh Dewan untuk menjamin efisiensi dan efektivitas kerjanya. Anggota tersebut juga dapat diminta untuk memimpin Kelompok Kerja dan **Tim-tim Proyek** bila pengalaman dan keahliannya memenuhi syarat. Partisipasi **peninjau** dilakukan tanpa pembebanan pengeluaran tambahan Perhimpunan.

19 Dalam keadaan tertentu, peninjau tidak diikutertakan dari suatu sidang atau bagian dari sidang atau berhak menerima dokumen secara terbatas apabila materi sidang atau dokumen bersifat rahasia. Pembatasan ini ditetapkan berdasarkan kasus per kasus oleh badan yang bertalian atau Ketuanya. Situasi kasus per kasus tersebut harus dilaporkan kepada Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos apabila masalahnya berkaitan dengan kepentingan Dewan Operasi Pos. Apabila diperlukan, Dewan Administrasi dapat mengkaji ulang pembatasan tersebut, bila perlu berkonsultasi dengan Dewan Operasi Pos.

Pasal 103

Informasi kegiatan Dewan Administrasi

1 Setelah setiap sesi berakhir, Dewan Administrasi memberitahu negara-negara anggota Perhimpunan, Perhimpunan Terbatas **dan anggota Komite Konsultatif** tentang kegiatannya dengan mengirimkan risalah serta resolusi-resolusi dan keputusan-keputusannya.

2 Dewan Administrasi membuat laporan komprehensif tentang pekerjaannya untuk kongres dan mengirimkan kepada administrasi-administrasi

pos negara anggota Perhimpunan dan anggota Komite Konsultatif sekurang-kurangnya dua bulan sebelum dibukanya Kongres.

Pasal 104

Komposisi, fungsi dan sidang-sidang Dewan Operasi Pos (Konst. 18)

1 Dewan Operasi Pos terdiri atas empat puluh anggota yang melakukan fungsinya dalam periode dua Kongres berturut-turut.

2 Anggota Dewan Operasi Pos dipilih oleh Kongres berdasarkan pembagian geografis yang memenuhi syarat. Dua puluh empat kursi diberikan untuk negara-negara berkembang dan enam belas kursi untuk negara maju. Sekurang-kurangnya satu pertiga anggota diganti pada setiap Kongres.

**3 Setiap anggota Dewan Operasi Pos menunjuk perwakilannya yang akan bertanggung jawab dalam pelaksanaan tugas sebagaimana diatur dalam Akta-akta Perhimpunan.**

4 Pengeluaran operasional Dewan Operasi Pos dibebankan kepada Perhimpunan. Anggota-anggota tidak boleh menerima pembayaran. Pengeluaran perjalanan dan penginapan yang dikeluarkan oleh perwakilan dari administrasi pos yang turut serta dalam Dewan Operasi Pos dibebankan kepada administrasi tersebut. Namun demikian, perwakilan masing-masing negara yang termasuk negara miskin dalam daftar yang dibuat oleh Perserikatan Bangsa-bangsa, kecuali untuk sidang-sidang yang berlangsung selama Kongres, berhak diberi penggantian seharga perjalanan udara kelas ekonomi atau perjalanan kereta api kelas satu, atau pengeluaran perjalanan yang menggunakan sarana lainnya, dengan syarat bahwa jumlahnya tidak melebihi harga penerbangan kelas ekonomi.

5 Pada sidang pertamanya harus dipimpin oleh Ketua Kongres, Dewan Operasi Pos memilih seorang Ketua di antara anggotanya, seorang Wakil Ketua, para Ketua Komite dan Ketua Kelompok Kerja Perencanaan Strategis.

6 Dewan Operasi Pos menyusun aturan dan ketentuan.

7 Pada prinsipnya, Dewan Operasi Pos bersidang setiap tahun di kantor pusat Perhimpunan. Tanggal dan tempat sidang ditetapkan oleh Ketua dengan persetujuan Ketua Dewan Administrasi dan Direktur Jenderal Biro Internasional.

8 Ketua, Wakil Ketua dan para Ketua Komite Dewan Operasi Pos beserta Ketua Kelompok Kerja Perencanaan Strategis membentuk Komite Manajemen. Komite ini menyiapkan dan mengarahkan kerja setiap sidang Dewan Operasi Pos dan melakukan semua tugas yang ditetapkan kemudian atau kebutuhan

lainnya yang timbul selama proses perencanaan strategis.

9 Fungsi Dewan Operasi Pos adalah sebagai berikut:

- 9.1 melakukan studi tentang permasalahan terpenting dalam bidang operasional, komersial, teknis, ekonomi dan kerja sama teknis yang menjadi kepentingan administrasi pos seluruh negara anggota, termasuk masalah-masalah yang berkaitan dengan pengaruh keuangan yang besar (bea, *terminal dues*, bea transit, bea angkutan kiriman pos udara, tarif paket pos, dan pengeposan kiriman surat pos di negara lain), serta mempersiapkan informasi, pendapat dan rekomendasi untuk layath tindaknya;
- 9.2 merevisi Aturan Perhimpunan dalam masa enam bulan setelah berakhirnya Kongres, kecuali diputuskan lain; dalam hal yang bersifat mendesak, Dewan Operasi Pos dapat juga mengubah Aturan-aturan tersebut pada sesi-sesi lain; berkaitan dengan kedua hal tersebut, Dewan Operasi mengacu kepada arahan Dewan Administrasi berkaitan dengan kebijakan dan prinsip fundamental;
- 9.3 mengkoordinasikan tindakan-tindakan praktis untuk perkembangan dan peningkatan layanan pos internasional;
- 9.4 dengan persetujuan Dewan Administrasi dalam kompetensinya, mengambil setiap tindakan yang dianggap perlu untuk mengamankan dan memperkuat mutu dan memodernisasi layanan pos internasional;
- 9.5 merumuskan proposal-proposal yang harus diserahkan untuk disetujui baik oleh Kongres maupun administrasi-administrasi pos sesuai dengan ketentuan pasal 125; persetujuan Dewan Administrasi diperlukan bila proposal tersebut berkaitan dengan permasalahan yang menjadi kompetensinya;
- 9.6 atas permintaan suatu administrasi pos negara anggota, mengkaji setiap proposal yang diajukan oleh administrasi pos kepada Biro Internasional sesuai dengan ketentuan pasal 124, melakukan observasi terhadap proposal dimaksud dan menginstruksikan Biro Internasional agar melampirkan observasi tersebut pada proposal sebelum diserahkan untuk disetujui oleh administrasi pos negara anggota;
- 9.7 merekomendasikan, dan bila mungkin setelah persetujuan dari Dewan Administrasi dan berkonsultasi dengan semua administrasi pos, adopsi aturan-aturan atau prosedur baru sampai pada waktunya Kongres mengambil keputusan tentang hal tersebut;
- 9.8 mempersiapkan dan menerbitkan standar untuk proses teknologi, operasional dan proses-proses lain dalam kompetensinya dalam bentuk

- rekomendasi kepada administrasi-administrasi pos, di mana keseragaman pelaksanaannya dinilai esensial; Dewan Operasi Pos juga menerbitkan perubahan-perubahan terhadap standar yang telah disusun;
- 9.9 melalui konsultasi dengan dan persetujuan dari Dewan Administrasi, mengkaji konsep Rencana Strategis yang dibuat oleh Biro Internasional untuk dipertimbangkan oleh Kongres; setiap tahun merevisi Rencana yang disetujui oleh Kongres dengan bantuan Kelompok Kerja Perencanaan Strategis dan Biro Internasional termasuk dengan persetujuan Dewan Administrasi;
  - 9.10 menyetujui bagian-bagian dari laporan tahunan tentang kerja Perhimpunan yang dibuat oleh Biro Internasional dan berkaitan dengan tanggung jawab serta fungsi Dewan Operasi Pos;
  - 9.11 memutuskan berdasarkan hubungan yang diciptakan dengan administrasi-administrasi pos agar melaksanakan fungsinya;
  - 9.12 melakukan studi terhadap masalah minat pengajaran dan kesempatan kerja bagi negara-negara baru dan berkembang;
  - 9.13 mengambil layath-layath seperlunya untuk melakukan studi dan mempublikasikan percobaan-percobaan dan kemajuan yang dibuat oleh negara-negara tertentu dalam bidang teknis, operasional, ekonomi dan pelatihan kerja berkaitan dengan kepentingan layanan pos;
  - 9.14 melakukan studi tentang posisi dan kebutuhan layanan pos saat ini di negara-negara baru dan berkembang dan membuat rekomendasi yang sesuai tentang cara dan sarana peningkatan layanan pos di negara-negara tersebut;
  - 9.15 melalui konsultasi dengan Dewan Administrasi, mengambil layath-layath seperlunya dalam ruang lingkup kerja sama teknis dengan semua negara anggota Perhimpunan dan secara khusus dengan negara-negara baru dan berkembang;
  - 9.16 mengkaji masalah-masalah lainnya yang diserahkan oleh anggota Dewan Operasi Pos, oleh Dewan Administrasi atau oleh setiap administrasi pos negara anggota.
  - 9.17 menerima dan mendiskusikan laporan beserta rekomendasi dari Komite Konsultatif dan apabila masalahnya berkaitan dengan kepentingan Dewan Operasi Pos, memeriksa serta memberi catatan terhadap rekomendasi Komite Konsultatif untuk diserahkan kepada Kongres;

**9.18 menunjuk anggota-anggota yang akan menjadi anggota Komite Konsultatif.**

**10** Berdasarkan Rencana Strategis Perhimpunan Pos Sedunia yang disahkan oleh Kongres, dan khususnya permasalahan yang berkaitan dengan strategi Badan-badan Tetap Perhimpunan, Dewan Operasi Pos pada sidang pertamanya setelah Kongres menyiapkan suatu konsep program kerja pokok, yang memuat sejumlah taktik yang bertujuan untuk melaksanakan strategi. Program pokok ini, yang mencakup proyek-proyek terbatas mengenai topik-topik tertentu yang menjadi kepentingan bersama, direvisi setiap tahunnya sesuai dengan realitas dan prioritas baru, termasuk perubahan-perubahan yang dibuat untuk Rencana Strategis.

**11** Untuk menjamin hubungan kerja yang efektif di antara kedua badan, Dewan Operasi Pos dapat menunjuk wakil-wakilnya untuk menghadiri sidang Dewan Administrasi sebagai peninjau.

**12** Apabila mereka meminta, para peninjau di bawah ini boleh turut serta dalam sidang pleno dan sidang-sidang Komite Dewan Operasi Pos tanpa hak suara:

**12.1** anggota Dewan Administrasi;

**12.2** anggota Komite Konsultatif;

**12.3** organisasi-organisasi antar pemerintah yang tertarik dengan kerja Dewan Operasi Pos;

**12.4** negara anggota Perhimpunan lainnya.

**13** Untuk alasan logistik, Dewan Operasi Pos dapat membatasi jumlah peserta tiap peninjau yang berpartisipasi. Dewan dapat juga membatasi hak berbicara selama berlangsungnya debat.

**14** Anggota-anggota Dewan Operasi Pos berperan aktif dalam pekerjaannya. Peninjau apabila meminta diizinkan untuk bekerja sama dalam studi yang dilaksanakan, dan dengan demikian Dewan harus tetap menjamin efisiensi dan efektivitas kerjanya. Peninjau juga boleh diminta untuk memimpin Kelompok Kerja dan Tim Proyek apabila pengalaman dan keahliannya memenuhi syarat. Keikutsertaan para peninjau dilaksanakan tanpa pengeluaran tambahan dari Perhimpunan.

**15** Dalam keadaan tertentu peninjau dapat dikecualikan dari suatu sidang atau bagian dari suatu sidang atau hak menerima dokumen yang dijaga kerahasiaannya. Pembatasan ini diputuskan berdasarkan kasus per

**kasus oleh setiap badan yang bertalian atau oleh Ketua. Keadaan kasus per kasus dilaporkan kepada Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos. Apabila dianggap perlu, Dewan Administrasi melalui konsultasi dengan Dewan Operasi Pos dapat mengkaji pembatasan tersebut seperlunya.**

**16 Ketua Komite Konsultatif mewakili organisasinya pada sidang-sidang Dewan Operasi Pos bila agendanya memuat permasalahan yang menjadi kepentingan Komite Konsultatif.**

**17 Dewan Operasi Pos dapat mengundang pihak-pihak di bawah ini untuk turut serta dalam sidang-sidangnya tanpa hak suara:**

**17.1** setiap badan internasional atau orang yang ingin bergabung dengan pekerjaan Dewan;

**17.2** administrasi pos negara-negara anggota yang bukan anggota Dewan Operasi Pos;

**17.3** setiap asosiasi atau badan usaha yang ingin berkonsultasi berkaitan dengan pekerjaan Dewan.

Pasal 105

#### **Informasi kegiatan Dewan Operasi Pos**

**1** Setelah setiap sesi berakhir, Dewan Operasi Pos memberitahu negara-negara anggota Perhimpunan, Perhimpunan Terbatas **dan anggota Komite Konsultatif** tentang kegiatannya dengan mengirimkan risalah dan resolusi serta keputusan.

**2** Dewan Operasi Pos menyusun suatu laporan tahunan tentang kerjanya untuk Dewan Administrasi.

**3** Dewan Operasi Pos **membuat** laporan komprehensif tentang pekerjaannya untuk Kongres dan mengirimkannya kepada administrasi pos negara-negara anggota **Perhimpunan dan anggota Komite Konsultatif** sekurang-kurangnya dua bulan sebelum pembukaan Kongres.

Pasal 106

#### **Komposisi, fungsi dan sidang-sidang Komite Konsultatif**

**1** Tujuan Komite Konsultatif adalah mewakili kepentingan sektor pos internasional yang lebih luas, dan menyediakan kerangka untuk dialog

efektif antar pihak-pihak yang berkepentingan. Komite ini terdiri dari organisasi non pemerintah yang mewakili pelanggan, penyedia layanan antaran, organisasi pekerja, penyedia barang dan layanan untuk sektor pos, dan kelompok perorangan dan perusahaan yang berminat terhadap layanan pos Internasional. Pada saat organisasi-organisasi tersebut didaftarkan, maka organisasi dimaksud harus terdaftar di negara anggota Perhimpunan. Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos menunjuk anggotanya masing-masing sebagai anggota Komite Konsultatif. Selain anggota yang ditunjuk oleh Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos, keanggotaan dalam Komite Konsultatif ditentukan melalui suatu proses pengajuan dan persetujuan permohonan yang dilaksanakan oleh Dewan Administrasi, sebagaimana dimaksud dalam pasal 102.6.31.

2 Setiap anggota Komite Konsultatif menunjuk wakilnya.

3 Biaya operasional Komite Konsultatif harus ditanggung oleh Perhimpunan dan anggota Komite sebagaimana ditetapkan oleh Dewan Administrasi.

4 Anggota Komite Konsultatif tidak berhak menerima penggantian atau bentuk kompensasi lainnya.

5 Komite Konsultatif harus mereorganisasi sendiri secara berkala setiap kali Kongres menurut kerangka kerja yang ditetapkan oleh Dewan Administrasi. Ketua Dewan Administrasi memimpin sidang organisasi Komite Konsultatif, untuk memilih Ketua sidang.

6 Komite Konsultatif menentukan organisasi internal dan menyusun peraturan dan prosedurnya sendiri, dengan mempertimbangkan prinsip-prinsip umum Perhimpunan dan mengacu kepada kesepakatan Dewan Administrasi setelah berkonsultasi dengan Dewan Operasi Pos.

7 Komite Konsultatif bersidang dua kali dalam setahun. Pada prinsipnya, sidang-sidang tersebut dilaksanakan di kantor pusat Perhimpunan bersama-sama dengan sidang-sidang Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos. Tanggal dan tempat setiap sidang wajib ditetapkan oleh Ketua Komite Konsultatif berdasarkan kesepakatan dengan para Ketua Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos serta Direktur Jenderal Biro Internasional.

8 Komite konsultatif menyusun program sendiri dalam kerangka kerja fungsi-fungsi di bawah ini:

8.1 mempelajari dokumen dan laporan Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos. Dalam keadaan khusus, hak menerima naskah dan dokumen tertentu dapat dibatasi apabila kerahasiaan materi sidang



atau dokumen diperlukan. Pembatasan ini diputuskan berdasarkan kasus per kasus oleh setiap badan yang bertalian atau oleh Ketua. Situasi kasus per kasus dilaporkan kepada Dewan Administrasi, dan kepada Dewan Operasi Pos apabila materinya berkaitan dengan Dewan Operasi Pos. Apabila dianggap perlu, Dewan Administrasi dapat mengkaji pembatasan-pembatasan tersebut, melalui konsultasi dengan Dewan Operasi Pos;

- 8.2 melaksanakan studi dan debat dan masalah-masalah tentang pentingnya anggota Komite Konsultatif;
- 8.3 mempertimbangkan masalah-masalah yang mempengaruhi sektor layanan pos dan menerbitkan laporannya;
- 8.4 memberikan masukan kepada kerja Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos, termasuk menyerahkan laporan dan rekomendasi serta memberikan pendapat bila diminta oleh kedua Dewan tersebut;
- 8.5 membuat rekomendasi-rekomendasi untuk Kongres, berkaitan dengan persetujuan Dewan Administrasi dan melalui pengkajian serta komentar Dewan Operasi Pos apabila materinya menjadi kepentingan Dewan Operasi Pos.

9 Ketua Dewan Administrasi dan Ketua Dewan Operasi Pos mewakili badan-badan tersebut dalam sidang-sidang Komite Konsultatif apabila agenda sidangnya memuat permasalahan yang berkaitan dengan kedua badan tersebut.

10 Guna menjamin hubungan yang efektif dengan badan-badan Perhimpunan, Komite Konsultatif dapat menunjuk perwakilannya untuk hadir sebagai peninjau dalam sidang-sidang Kongres, Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos, serta Komite-komitennya yang bertalian, tanpa hak suara.

11. Apabila memintanya, anggota Komite Konsultatif dapat menghadiri sidang pleno dan sidang-sidang Komite Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos sesuai dengan ketentuan pasal 102.14bis dan 104.12bis. Anggota-anggota tersebut juga dapat turut serta dalam kerja tim proyek dan kelompok kerja dengan mengacu kepada ketentuan pasal 102.14bis dan 104.12bis. Anggota Komite Konsultatif dapat menghadiri Kongres sebagai peninjau tanpa hak suara.

12 Apabila memintanya, para peninjau di bawah ini dapat turut serta dalam sesi-sesi Komite Konsultatif, tanpa hak suara:

- 12.1 anggota Dewan Operasi Pos dan Dewan Administrasi;
- 12.2 organisasi-organisasi antar pemerintah yang tertarik dengan kerja Komite Konsultatif;
- 12.3 Perhimpunan Terbatas;
- 12.4 negara anggota Perhimpunan lainnya.
- 13 Untuk alasan logistik, Komite Konsultatif dapat membatasi jumlah peserta tiap peninjau yang berpartisipasi. Komite dapat juga membatasi hak berbicara selama berlangsungnya debat.
- 14 Dalam keadaan tertentu peninjau dapat dikecualikan dari suatu sidang atau bagian dari suatu sidang atau hak menerima dokumen yang dijaga kerahasiaannya. Pembatasan ini diputuskan berdasarkan kasus per kasus oleh setiap badan yang bertalian atau oleh Ketua. Keadaan kasus per kasus dilaporkan kepada Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos apabila materinya berkaitan dengan kepentingan Dewan Operasi Pos. Apabila dianggap perlu, Dewan Administrasi melalui konsultasi dengan Dewan Operasi Pos dapat mengkaji pembatasan tersebut seperlunya.
- 15 Di bawah tanggung jawab Direktur Jenderal, Biro Internasional menyediakan sekretariat untuk Komite Konsultatif.

#### Pasal 107

##### Informasi kegiatan Komite Konsultatif

- 1 Setelah setiap sesi berakhir, Komite Konsultatif harus memberitahukan kegiatannya kepada Dewan Administrasi dan Dewan Operasi Pos dengan cara mengirimkannya kepada para Ketua badan-badan tersebut dalam bentuk risalah sidang dan rekomendasi serta pandangan-pandangannya.
- 2 Komite Konsultatif harus membuat laporan kegiatan tahunan untuk Dewan Administrasi, dan satu salinannya untuk Dewan Operasi Pos. Laporan tersebut wajib dimasukkan ke dalam dokumentasi Dewan Administrasi untuk diberikan kepada negara-negara anggota Perhimpunan dan Perhimpunan Terbatas, sesuai dengan ketentuan pasal 103 Peraturan Umum.
- 3 Komite Konsultatif harus membuat laporan komprehensif untuk Kongres tentang pekerjaannya, dan mengirimkannya kepada administrasi pos negara-negara anggota Perhimpunan sekurang-kurangnya dua bulan sebelum pembukaan Kongres.

## Pasal 108

### Aturan Prosedur Kongres (Konst. 14)

- 1 Untuk pengaturan kerja dan pelaksanaan debat, Kongres harus memberlakukan Aturan-aturan Prosedur Kongres.
2. Setiap Kongres dapat mengubah aturan-aturan ini sesuai dengan persyaratan yang tertuang dalam Aturan-aturan Prosedur tersebut.

## Pasal 109

### Bahasa resmi Biro Internasional

Bahasa resmi Biro Internasional adalah Prancis dan Inggris.

## Pasal 110

Bahasa-bahasa yang digunakan untuk dokumentasi, untuk debat dan untuk korespondensi dinas

- 1 Untuk dokumentasi Perhimpunan, digunakan bahasa Prancis, Inggris, Arab dan Spanyol. Bahasa Cina, Jerman, Portugis dan Rusia juga digunakan hanya bila dokumen pokok yang paling penting dibuat dalam bahasa-bahasa tersebut. Bahasa-bahasa lainnya dapat juga digunakan dengan syarat bahwa negara anggota yang mengajukan permintaan menanggung semua biayanya.
- 2 Negara atau negara-negara anggota yang meminta penggunaan suatu bahasa selain bahasa resmi membentuk suatu kelompok bahasa.
- 3 Dokumentasinya wajib dipublikasikan oleh Biro Internasional dalam bahasa resmi dan dalam bahasa-bahasa dari kelompok bahasa yang dibentuk, baik secara langsung maupun melalui perantaraan kantor-kantor wilayah kelompok tersebut disesuaikan dengan prosedur yang disepakati oleh Biro Internasional. Publikasi dalam bahasa-bahasa lainnya wajib diberlakukan sesuai dengan standar umum.
- 4 Dokumentasi harus dipublikasikan secara langsung oleh Biro Internasional, didistribusikan secara serempak dalam berbagai bahasa yang diminta.
- 5 Surat menyurat antara para administrasi pos dengan Biro Internasional dan antara Biro Internasional dengan pihak lain dapat dipertukarkan dalam

setiap bahasa yang layanan penterjemahannya disediakan oleh Biro Internasional.

6 Biaya penterjemahan ke dalam suatu bahasa, termasuk yang dihasilkan dari pemberlakuan ayat 5, wajib dibebankan kepada kelompok bahasa yang memintanya. Negara-negara anggota yang menggunakan bahasa resmi, berkaitan dengan penterjemahan dokumen tidak resmi, membayar kontribusi lump-sum, sebesar jumlah unit kontribusi yang menjadi beban negara-negara anggota yang menggunakan bahasa resmi Biro Internasional lainnya. Seluruh biaya lainnya yang dikeluarkan dalam penyediaan dokumen dibebankan kepada Perhimpunan. Batas maksimum biaya yang dibebankan kepada Perhimpunan untuk pembuatan dokumen dalam bahasa Cina, Jerman, Portugis dan Rusia ditetapkan melalui resolusi Kongres.

7 Biaya yang dibebankan kepada suatu kelompok bahasa wajib dibagi di antara anggota kelompok tersebut dalam proporsi dari kontribusinya terhadap pengeluaran Perhimpunan. Biaya ini dapat dibagi di antara anggota kelompok bahasa berdasarkan sistem lain yang disetujui negara-negara terkait dan memberitahu Biro Internasional tentang keputusan tersebut melalui perantaraan juru bicara kelompok.

8 Biro Internasional dapat memberikan peneguhan terhadap setiap perubahan dalam pilihan bahasa yang diminta oleh suatu negara anggota setelah satu periode yang tidak boleh melebihi masa dua tahun.

9 Untuk diskusi dan sidang badan-badan Perhimpunan, digunakan bahasa Prancis, Inggris, Spanyol dan Rusia dengan sarana berupa suatu sistem interpretasi – dengan atau tanpa peralatan elektronik – dan pilihannya diserahkan kepada keputusan penyelenggara sidang setelah berkonsultasi dengan Direktur Jenderal Biro Internasional dan negara-negara anggota terkait.

10 Bahasa-bahasa lainnya digunakan sederajat untuk diskusi dan sidang sebagaimana dimaksud pada ayat 9.

11 Delegasi yang menggunakan bahasa lain harus mengatur interpretasi secara serentak ke dalam bahasa-bahasa sebagaimana dimaksud pada ayat 9, baik melalui penggunaan sistem yang disebutkan pada ayat yang sama, apabila modifikasi teknis dapat dilakukan, maupun melalui penterjemah perorangan.

12 Biaya layanan penterjemahan wajib dibagi di antara negara anggota yang menggunakan bahasa yang sama dalam proporsi dari kontribusinya terhadap pengeluaran Perhimpunan. Namun demikian, biaya pemasangan dan pemeliharaan peralatan teknisnya wajib dibebankan kepada Perhimpunan.

13 Para administrasi pos dapat turut bersepakat tentang bahasa yang akan digunakan untuk surat menyurat resmi dalam berhubungan satu sama lain.

Dalam hal tidak ada kesepakatan tersebut, maka bahasa yang digunakan adalah Prancis.

## Bab II

### Biro Internasional

#### Pasal 111

##### Pemilihan Direktur-Jenderal dan Wakil Direktur-Jenderal Biro Internasional

1 Direktur-Jenderal dan Wakil Direktur-Jenderal Biro Internasional dipilih oleh Kongres untuk masa di antara dua Kongres berturut-turut, dengan masa bakti minimum selama **empat** tahun. Masa bakti tersebut hanya dapat diperpanjang satu kali. Kecuali Kongres memutuskan lain, tanggal mulai bertugas ditetapkan pada 1 Januari tahun berikutnya setelah penyelenggaraan Kongres.

2 Sekurang-kurangnya tujuh bulan sebelum dimulainya Kongres, Direktur-Jenderal Biro Internasional harus mengirimkan memorandum kepada para Pemerintah negara anggota dan menawarkan pengajuan lamaran untuk posisi Direktur-Jenderal dan Wakil Direktur-Jenderal serta memberitahukan apakah Direktur-Jenderal dan Wakil Direktur-Jenderal yang bertugas ingin memperpanjang masa baktinya. Lamaran yang dilampiri riwayat hidup tersebut harus sudah diterima oleh Biro Internasional sekurang-kurangnya dua bulan sebelum dimulainya Kongres. Para calon adalah bangsa-bangsa dari negara anggota yang mengajukannya. Biro Internasional menyiapkan dokumen pemilihan untuk Kongres. Pemilihan Direktur-Jenderal dan Wakil Direktur-Jenderal dilakukan melalui kertas suara secara tertutup, dengan pilihan pertama untuk posisi Direktur-Jenderal.

3 Apabila posisi Direktur-Jenderal kosong, Wakil Direktur-Jenderal mengambil alih fungsi Direktur-Jenderal sampai berakhirnya masa baktinya; yang bersangkutan berhak disertakan dalam pemilihan posisi tersebut dan secara otomatis diterima sebagai calon, dengan syarat bahwa masa baktinya sebagai Wakil Direktur-Jenderal belum diperpanjang satu kali oleh Kongres sebelumnya dan bahwa yang bersangkutan menyatakan dipertimbangan sebagai calon untuk posisi Direktur-Jenderal.

4 Apabila posisi Direktur-Jenderal dan Wakil Direktur-Jenderal kosong pada saat yang bersamaan, Dewan Administrasi memilih seorang Wakil Direktur-Jenderal untuk masa bakti sampai dengan Kongres berikutnya berdasarkan lamaran yang diterima setelah pemberitahuan tentang kekosongan posisi. Berkaitan dengan penyerahan lamaran, ayat 2 diberlakukan secara analogi.

5 Apabila posisi Direktur-Jenderal kosong, Dewan Administrasi berdasarkan proposal dari Direktur-Jenderal menginstruksikan **Direktur-direktur tingkat D 2** di Biro Internasional agar mengambil alih fungsi Wakil Direktur-Jenderal sampai dengan Kongres berikutnya.

## Pasal 112

### Tugas-tugas Direktur-Jenderal

1 Direktur-Jenderal harus menjalankan, mengatur dan memerintah Biro Internasional sebagai perwakilan legal. Direktur-Jenderal diberdayakan untuk mengklasifikasi posisi tingkat G 1 sampai D 2 dan menunjuk serta mempromosikan pejabat dalam tingkatan tersebut. Untuk penunjukan tingkat P 1 sampai D 2, Direktur-Jenderal mempertimbangkan kualifikasi profesional dari calon-calon yang direkomendasikan oleh administrasi pos negara-negara anggota tempat asal para calon tersebut dan telah dipelajari pengalaman profesionalnya, dengan mempertimbangkan distribusi geografis yang berimbang berkaitan dengan benua dan bahasa. Posisi-posisi D 2 diisi oleh para calon dari wilayah yang berbeda-beda dan dari wilayah lainnya selain tempat asal Direktur-Jenderal dan Wakil Direktur-Jenderal, sambil memperhatikan pertimbangan tertinggi terhadap efisiensi Biro Internasional. Apabila ada posisi-posisi yang memerlukan kualifikasi khusus, Direktur-Jenderal dapat membuka lamaran kepada pihak luar. Direktur-Jenderal juga mempertimbangkan bahwa untuk penunjukan seorang pegawai baru pada prinsipnya adalah orang-orang yang menduduki tingkat posisi D 2, D 1 dan P 5 harus berkebangsaan dari negara anggota Perhimpunan yang berbeda-beda. Untuk promosi seorang pejabat Biro Internasional ke tingkat D 2, D 1 dan P 5, Direktur Jenderal tidak perlu memberlakukan prinsip tersebut. Selain itu, persyaratan geografis berimbang dan distribusi bahasa disusun berdasarkan peringkat pengabdian dalam proses rekrutmen. Direktur-Jenderal memberitahu Dewan Administrasi satu kali setahun tentang penunjukan dan promosi dalam tingkat P 4 sampai D 2.

2 Direktur-Jenderal mempunyai tugas-tugas sebagai berikut:

- 2.1 bertindak sebagai pemegang Akta-akta Perhimpunan dan sebagai perantara dalam prosedur aksesi dan penerimaan serta pengunduran diri dari Perhimpunan;
- 2.2 memberitahukan keputusan-keputusan yang diambil oleh Kongres kepada semua Pemerintah negara-negara anggota;
- 2.3 memberitahu semua administrasi pos tentang Aturan-aturan yang disusun atau direvisi oleh Dewan Operasi Pos;

- 2.4 menyiapkan konsep anggaran tahunan Perhimpunan pada tingkat terendah yang sesuai dengan persyaratan Perhimpunan dan pada saatnya menyerahkan kepada Dewan Administrasi untuk dipertimbangkan; mengkomunikasikan anggaran kepada negara-negara anggota Perhimpunan setelah disetujui oleh Dewan Administrasi dan dilaksanakan;
- 2.5 melaksanakan kegiatan-kegiatan khusus yang diminta oleh badan-badan Perhimpunan dan yang dilimpahkan kepadanya sesuai dengan Akta-akta;
- 2.6 mengambil tindakan untuk mencapai tujuan-tujuan yang ditetapkan oleh badan-badan Perhimpunan, dalam kerangka kerja kebijakan yang dibuat dan ketersediaan dana;
- 2.7 memberikan saran dan proposal kepada Dewan Administrasi atau Dewan Operasi Pos;
- 2.8 **menyerahkan proposal kepada Dewan Operasi Pos setelah penutupan Kongres berkaitan dengan perubahan Peraturan yang diperlukan sebagai hasil keputusan Kongres, menurut Aturan Prosedur Dewan Operasi Pos;**
- 2.9 menyiapkan konsep Rencana Strategis atas nama Dewan Operasi Pos berdasarkan arahan yang dibuat oleh Dewan ini untuk diserahkan kepada Kongres dan konsep revisi tahunan;
- 2.10 menjamin representasi Perhimpunan;
- 2.11 bertindak sebagai perantara dalam hubungannya antara:
  - Perhimpunan Pos Sedunia dengan Perhimpunan-perhimpunan Terbatas;
  - Perhimpunan Pos sedunia dengan Perserikatan Bangsa-bangsa;
  - Perhimpunan Pos Sedunia dengan organisasi-organisasi internasional yang kegiatannya menjadi kepentingan Perhimpunan;
  - Perhimpunan Pos Sedunia dengan organisasi-organisasi internasional atau asosiasi atau perusahaan yang diinginkan oleh Perhimpunan untuk berkonsultasi atau bekerja sama dalam pekerjaannya;
- 2.12 menilai tugas-tugas Sekretaris-Jenderal badan-badan Perhimpunan dan mengawasi dalam kapasitasnya serta mempertimbangkan ketentuan-ketentuan khusus dari Peraturan Umum ini, khususnya:
  - persiapan dan penyelenggaraan kerja badan-badan Perhimpunan;
  - persiapan, pembuatan dan distribusi dokumen, laporan dan pokok-pokok hasil sidang (minutes);

- fungsi sekretariat pada sidang badan-badan Perhimpunan;

**2.13** menghadiri sidang badan-badan Perhimpunan dan turut serta dalam diskusi tanpa hak suara, dengan kemungkinan dapat diwakilkan.

#### **Pasal 113**

##### **Tugas-tugas Wakil Direktur-Jenderal**

1 Wakil Direktur-Jenderal membantu Direktur-Jenderal dan bertanggung jawab terhadapnya.

2 Apabila Direktur-Jenderal tidak hadir atau berhalangan hadir, Wakil Direktur-Jenderal menggantikan fungsinya. Hal yang sama berlaku juga bila terjadi kekosongan posisi Direktur-Jenderal sebagaimana disebutkan pada **pasal 111. 3.**

#### **Pasal 114**

##### **Sekretariat Badan-badan Perhimpunan (Konst. 14, 15, 17, 18)**

Sekretariat badan-badan Perhimpunan disediakan oleh Biro Internasional di bawah tanggung jawab Direktur-Jenderal. Sekretariat mengirimkan semua dokumen yang diterbitkan pada setiap sesi kepada administrasi pos anggota badan terkait, kepada administrasi pos yang bukan negara anggota badan terkait tetapi bekerja sama dalam studi yang dilaksanakan, kepada Perhimpunan Terbatas dan kepada administrasi-administrasi pos anggota lainnya yang meminta.

#### **Pasal 115**

##### **Daftar negara anggota (Konst. 2)**

Biro Internasional menyiapkan dan selalu memperbarui daftar negara-negara anggota Perhimpunan dengan keterangan kelas kontribusinya, kelompok geografis dan posisinya berkaitan dengan Akta-akta Perhimpunan.

#### **Pasal 116**

Informasi. Pendapat. Permintaan penterjemahan dan perubahan Akta-akta. Pertanyaan. Peranan dalam penyelesaian perhitungan (Konst. 20; Peraturan Umum 124, 125, 126)



1 Biro Internasional setiap saat wajib mewakili Dewan Administrasi, Dewan Operasi Pos dan administrasi-administrasi pos untuk menyediakan informasi penting tentang masalah yang berkaitan dengan layanan.

2 Secara khusus Biro Internasional menghimpun, menyusun, mempublikasikan dan mendistribusikan semua jenis informasi yang penting untuk layanan pos internasional, memberikan pendapat atas permintaan pihak-pihak terkait terhadap perselisihan, bertindak sesuai permintaan untuk penterjemahan dan perubahan Akta-akta Perhimpunan, dan secara umum melaksanakan studi, pekerjaan redaksional atau dokumentasi yang ditugaskan berdasarkan Akta-akta atau yang mengacu kepada kepentingan Perhimpunan.

3 Biro Internasional juga melaksanakan permintaan yang diajukan oleh administrasi-administrasi pos untuk mendapatkan pandangan dari administrasi pos lainnya terhadap masalah tertentu. Hasil dari suatu pertanyaan tidak boleh berstatus suatu pengambilan suara atau mengikat secara formal.

4. Biro Internasional dapat bertindak sebagai lembaga kliring dalam penyelesaian semua jenis perhitungan yang berkaitan dengan layanan pos.

#### Pasal 117

##### Kerja sama teknis (Konst. 1)

Biro Internasional harus membentuk bantuan teknis pos dalam semua bentuk sesuai dengan kerangka kerja sama teknis internasional.

#### Pasal 118

##### Formulir-formulir yang disediakan oleh Biro Internasional (Konst. 20)

Biro Internasional wajib bertanggung jawab menyiapkan pencetakan kupon balasan internasional dan menyediakannya atas biaya dari administrasi-administrasi pos yang memesan.

#### Pasal 119

##### Akta-akta Perhimpunan Terbatas dan Perjanjian-perjanjian Khusus (Konst. 8)

1 Dua salinan Akta-akta Perhimpunan Terbatas dan Perjanjian-perjanjian Khusus yang disepakati sesuai dengan ketentuan pasal 8 Konstitusi wajib dikirimkan kepada Biro Internasional oleh kantor-kantor pusat Perhimpunan

tersebut, atau bila tidak dilakukan oleh kantor-kantor tersebut, pengiriman dilakukan oleh salah satu dari Negara Pihak.

2 Biro Internasional harus memperhatikan bahwa Akta-akta Perhimpunan Terbatas dan Perjanjian-perjanjian Khusus tidak mencakup syarat-syarat yang kurang menguntungkan publik daripada yang diatur dalam Akta-akta Perhimpunan dan memberitahu administrasi-administrasi pos tentang keberadaan Perhimpunan dan Perjanjian-perjanjian tersebut. Biro Internasional harus memberitahu Dewan Administrasi tentang setiap penyimpangan yang ditemukan dalam pemberlakuan ketentuan tersebut.

#### Pasal 120

Terbitan berkala Perhimpunan

Biro Internasional mempublikasikan suatu terbitan berkala dalam bahasa Arab, Cina, Inggris, Prancis, Jerman, Rusia dan Spanyol dengan bantuan dokumen yang ada sebagai referensi.

#### Pasal 121

Laporan **dua tahunan** tentang kerja Perhimpunan (Konst. 20; Peraturan Umum 102, ayat 6.17)

Biro Internasional membuat laporan **dua tahunan** tentang kerja Perhimpunan, yang setelah disetujui oleh Dewan Administrasi, wajib dikirimkan kepada administrasi-administrasi pos, Perhimpunan Terbatas dan Perserikatan Bangsa-bangsa.

#### Bab III

Prosedur penyerahan dan pertimbangan proposal

#### Pasal 122

Prosedur menyerahkan proposal kepada Kongres (Konst. 29)

1 Berkaitan dengan pengecualian yang disebutkan pada ayat 2 dan 5, prosedur di bawah ini mengatur penyerahan semua jenis proposal kepada Kongres oleh administrasi pos negara-negara anggota:

- a proposal-proposal yang tiba di Biro Internasional sekurang-kurangnya enam bulan sebelum tanggal yang ditetapkan untuk Kongres harus diterima;
- b tidak ada konsep proposal yang diterima selama masa enam bulan sebelum tanggal yang ditetapkan untuk Kongres;
- c proposal-proposal substansial yang tiba di Biro Internasional di antara enam dan empat bulan sebelum tanggal yang ditetapkan untuk Kongres tidak akan diterima kecuali bila didukung oleh sekurang-kurangnya dua administrasi pos;
- d proposal-proposal substansial yang tiba di Biro Internasional di antara empat dan dua bulan sebelum tanggal yang ditetapkan untuk Kongres tidak akan diterima kecuali didukung oleh sekurang-kurangnya delapan administrasi pos; proposal-proposal yang tiba setelah masa tersebut tidak akan diterima;
- e deklarasi dukungan harus tiba di Biro Internasional dalam masa yang sama dengan proposal-proposal terkait.

2 Proposal-proposal yang berkaitan dengan Konstitusi atau Peraturan Umum sudah harus sudah diterima Biro Internasional selambat-lambatnya enam bulan sebelum pembukaan Kongres; setiap proposal yang diterima setelah tanggal tersebut tetapi sebelum pembukaan Kongres tidak akan diterima kecuali Kongres memutuskan lain dengan dukungan mayoritas dua pertiga dari jumlah negara yang hadir dalam Kongres dan atau memenuhi syarat-syarat pada ayat 1.

3 Sesuai dengan peraturannya, setiap proposal hanya boleh mempunyai satu tujuan dan hanya memuat perubahan-perubahan yang disesuaikan dengan tujuan tersebut.

4 Konsep proposal diberi judul "Drafting proposal" oleh administrasi pos yang menyerahkannya dan dipublikasikan oleh Biro Internasional dengan sebuah nomor yang diikuti oleh huruf R. Proposal-proposal yang tidak dicantumi tanda ini tetapi hanya membahas butir-butir konsep berdasarkan pendapat Biro Internasional, akan dipublikasikan dengan catatan seperlunya; Biro Internasional menyusun sebuah daftar tentang proposal tersebut untuk Kongress.

5 Prosedur yang disebutkan pada ayat 1 dan 4 tidak berlaku baik terhadap proposal yang berkaitan dengan Aturan-aturan Prosedur Kongres-kongres maupun terhadap perubahan atas proposal-proposal yang telah dibuat.

### **Pasal 123**

**Prosedur penyerahan proposal kepada Dewan Operasi Pos berkaitan dengan persiapan Peraturan baru berdasarkan keputusan yang diambil oleh Kongres**

**1 Peraturan Konvensi Pos Sedunia dan Perjanjian Layanan Pembayaran Pos wajib disusun oleh Dewan Operasi Pos berdasarkan keputusan yang diambil oleh Kongres.**

**2 Proposal-proposal yang berkaitan dengan perubahan yang diusulkan terhadap Konvensi atau Perjanjian Layanan Pembayaran Pos wajib diserahkan kepada Biro Internasional bersama-sama dengan proposal Kongres yang berkaitan. Proposal tersebut dapat diserahkan oleh satu administrasi pos atau satu negara anggota tanpa dukungan dari administrasi pos negara anggota lainnya. Proposal tersebut didistribusikan kepada seluruh negara anggota selambat-lambatnya satu bulan sebelum berlangsungnya Kongres.**

**3 Proposal-proposal lainnya yang terkait dengan Peraturan untuk dipertimbangkan oleh Dewan Operasi Pos dalam menyiapkan Peraturan baru enam bulan setelah berakhirnya Kongres wajib diserahkan kepada Biro Internasional selambat-lambatnya dua bulan sebelum berlangsungnya Kongres.**

**4. Proposal-proposal lainnya yang terkait dengan perubahan Peraturan yang diperlukan sebagai hasil dari keputusan Kongres dan diserahkan oleh para administrasi pos negara-negara anggota harus sudah diterima oleh Biro Internasional selambat-lambatnya dua bulan sebelum sidang Dewan Operasi Pos. Proposal tersebut wajib didistribusikan kepada seluruh negara anggota selambat-lambatnya satu bulan sebelum berlangsungnya sidang Dewan Operasi Pos.**

### **Pasal 124**

**Prosedur penyerahan proposal di antara dua Kongres (Konst. 29; Peraturan Umum 116)**

**1 Agar layak untuk dipertimbangkan setiap proposal tentang Konvensi atau Perjanjian-perjanjian yang diserahkan oleh suatu administrasi pos di antara dua Kongres wajib didukung sekurang-kurangnya oleh dua administrasi pos lainnya. Proposal tersebut akan gugur apabila Biro Internasional tidak menerima, jumlah deklarasi dukungan yang diperlukan.**

2 Proposal-proposal tersebut wajib dikirimkan kepada administrasi pos lain melalui Biro Internasional.

3 Proposal-proposal yang berkaitan dengan Peraturan tidak wajib memerlukan dukungan dan tidak harus dipertimbangkan oleh Dewan Operasi Pos kecuali bila dianggap sangat penting.

#### Pasal 125

Pertimbangan proposal di antara dua Kongres (Konst. 29; Peraturan Umum 116, 124)

1 Setiap proposal yang berkaitan dengan Konvensi, Perjanjian-perjanjian dan Protokol Akhir wajib memenuhi prosedur berikut ini: Setelah suatu administrasi pos negara anggota mengirimkan proposal ke Biro Internasional, maka Biro Internasional wajib meneruskannya ke seluruh administrasi pos negara anggota untuk dikaji. Negara anggota diberikan jangka waktu dua bulan untuk memeriksa proposal dan mengirimkan setiap observasi kepada Biro Internasional. Perubahan tidak diperbolehkan. Setelah masa dua bulan tersebut berakhir, Biro Internasional mengirimkan semua observasi yang telah diterimanya ke administrasi pos negara-negara anggota dan meminta agar setiap administrasi pos memberikan suara setuju atau menolak terhadap proposal. Administrasi pos negara anggota yang belum memberikan suaranya dalam jangka waktu dua bulan akan dianggap tidak memberikan suara. Jangka waktu tersebut di atas dihitung sejak tanggal pengiriman surat edaran Biro Internasional.

2 Proposal-proposal yang dibuat untuk mengubah Peraturan wajib diketahui oleh Dewan Operasi Pos.

3 Apabila proposal berkaitan dengan suatu Perjanjian atau Protokol Akhirnya, maka hanya para administrasi pos negara-negara anggota yang turut serta dalam Perjanjian tersebut yang dapat mengikuti prosedur sebagaimana dimaksud pada ayat 1.

#### Pasal 126

Pemberitahuan keputusan-keputusan yang diadopsi di antara dua Kongres (Konst.29;Peraturan Umum 124,125)

1 Perubahan-perubahan yang dibuat untuk Konvensi, Perjanjian-perjanjian dan Protokol Akhir Akta-akta tersebut wajib diteguhkan melalui pemberitahuan dari Direktur-Jenderal Biro Internasional kepada Pemerintah negara anggota.

2 Perubahan-perubahan yang dibuat oleh Dewan Operasi Pos untuk Peraturan-peraturan dan Protokol Akhirnya dikomunikasikan kepada administrasi-administrasi pos oleh Biro Internasional. Ketentuan yang sama berlaku juga terhadap penafsiran yang mengacu kepada pasal 36.3.2 Konvensi dan dalam ketentuan-ketentuan Perjanjian yang bertalian.

#### Pasal 127

Mulai berlakunya Peraturan-peraturan dan keputusan-keputusan lain yang diadopsi di antara dua Kongres

1 Peraturan-peraturan harus mulai berlaku pada tanggal yang sama dengan Akta-akta yang disetujui oleh Kongres dan mempunyai jangka waktu yang sama juga.

2 Berkaitan dengan ayat 1, keputusan-keputusan untuk mengubah Akta-akta Perhimpunan yang diadopsi di antara dua Kongres tidak diberlakukan sampai sekurang-kurangnya tiga bulan setelah dikirimkannya pemberitahuan.

#### Bab IV

#### Keuangan

#### Pasal 128

Penyelesaian dan peraturan pengeluaran Perhimpunan (Konst. 22)

1 Berkaitan dengan ketentuan pada ayat 2 sampai 6, pengeluaran tahunan yang berkaitan dengan kegiatan badan-badan Perhimpunan tidak boleh melebihi jumlah di bawah ini untuk tahun 2005 dan tahun-tahun berikutnya: 37.000.000 franc Swiss untuk tahun-tahun 2005 sampai dengan 2008. Batasan mendasar untuk tahun 2008 berlaku juga untuk tahun-tahun berikutnya apabila yang dijadualkan oleh Kongres untuk tahun 2008 ditunda.

2 Pengeluaran yang berkaitan dengan penyelenggaraan Kongres berikutnya (pengeluaran perjalanan sekretariat, bea angkutan, biaya pemasangan peralatan penterjemahan, biaya reproduksi dokumen selama Kongres, dan lain-lain) tidak boleh melebihi batas 2.900.000 franc Swiss.

3 Dewan Administrasi berwenang menaikkan batas yang dituangkan pada ayat 1 dan 2 untuk mempertimbangkan kenaikan gaji, kontribusi pensiun atau uang saku, termasuk pasca penyesuaian, yang disetujui oleh Perserikatan

Bangsa-bangsa untuk diberlakukan terhadap pegawainya yang bekerja di Jenewa.

4 Dewan Administrasi juga berwenang menyesuaikan jumlah pengeluaran lain setiap tahunnya selain yang berkaitan dengan pegawai berdasarkan indeks harga konsumen di Swiss.

5 Terlepas dari ketentuan pada ayat 1, Dewan Administrasi, atau Direktur-Jenderal, apabila hal yang sangat mendesak, boleh mengizinkan kenaikan melebihi batas-batas tersebut guna menutup biaya perbaikan besar dan tidak terduga untuk gedung Biro Internasional, tetapi dengan jaminan bahwa kenaikannya tidak melebihi 125.000 franc Swiss per tahun.

6 Apabila kredit yang disebutkan pada ayat 1 dan 2 dinilai tidak mencukupi untuk kelancaran kerja Perhimpunan, batas dimaksud hanya dapat dinaikkan dengan persetujuan mayoritas negara anggota Perhimpunan. Setiap konsultasi harus mencakup suatu uraian fakta lengkap yang meneguhkan permintaan tersebut.

7 Negara-negara yang turut serta dalam Perhimpunan atau diterima dengan status sebagai anggota Perhimpunan termasuk negara yang meninggalkan Perhimpunan harus membayar kontribusinya satu tahun penuh selama berlakunya penerimaan atau pengunduran dirinya.

8 Negara-negara anggota harus membayar kontribusinya di muka untuk pengeluaran tahunan Perhimpunan berdasarkan anggaran yang disusun oleh Dewan Administrasi. Kontribusi tersebut dibayarkan selambat-lambatnya pada hari pertama tahun buku anggaran yang bertalian. Setelah tanggal tersebut, jumlah yang harus dibayar ditambah dengan bunga untuk Perhimpunan sebesar 3% per tahun untuk enam bulan pertama dan 6% per tahun terhitung sejak bulan ketujuh.

9 Apabila tunggakan kontribusi wajib kepada Perhimpunan, tidak termasuk bunganya, yang harus dibayar oleh suatu negara anggota sama dengan jumlah kontribusi negara tersebut untuk dua tahun buku sebelumnya, maka negara anggota tersebut dapat menyerahkan seluruh atau sebagian hutangnya kepada Perhimpunan untuk dibayarkan oleh negara-negara anggota lainnya, sesuai dengan ketentuan yang ditetapkan oleh Dewan Administrasi. Syarat-syarat penyerahan hutang tersebut ditentukan melalui kesepakatan yang dicapai antar negara anggota, debitur/kreditur dan Perhimpunan.

10 Suatu negara anggota yang tidak dapat melakukan penyerahan tersebut di atas karena alasan hukum atau alasan lainnya, harus membuat jadual untuk pelunasan kembali tunggakannya.

11 Selain dalam keadaan khusus, pelunasan tunggakan kontribusi wajib

kepada Perhimpunan tidak boleh melebihi masa sepuluh tahun.

12 Dalam keadaan khusus, Dewan Administrasi dapat membebaskan suatu negara anggota dari semua atau sebagian bunga yang harus dibayar apabila negara tersebut telah membayar semua jumlah pokok tunggakannya.

13 Suatu negara anggota dapat juga dibebaskan dari semua atau sebagian bunga yang diakumulasikan atau dipungut, dalam kerangka jadual pelunasan kembali yang disetujui oleh Dewan Administrasi terhadap jumlah tunggakannya; pembebasan tersebut berkaitan dengan pelaksanaan jadual pelunasan kembali secara penuh atau tepat waktu dalam masa yang disepakati dan paling lama sepuluh tahun.

14 Untuk menutupi kekurangan keuangan Perhimpunan, dibentuk suatu Dana Cadangan yang jumlah akan ditetapkan oleh Dewan Administrasi. Dana ini wajib diperoleh dari surplus anggaran. Dana tersebut dapat juga digunakan untuk menutup anggaran atau mengurangi jumlah kontribusi negara-negara anggota.

15 Berkaitan dengan terjadinya kekurangan jangka pendek, Pemerintah Konfederasi Swiss melakukan kenaikan jangka pendek seperlunya, sesuai dengan syarat-syarat yang akan ditetapkan melalui kesepakatan timbal balik. Pemerintah tersebut mengawasi pembukuan dan perhitungan Biro Internasional secara cuma-cuma dalam batas-batas kredit yang ditetapkan oleh Kongres.

## Pasal 129

### Sanksi otomatis

1 Setiap negara anggota yang tidak dapat melakukan pengalihan sebagaimana diatur pada pasal 128.9 dan yang tidak setuju untuk menyerahkan jadual pelunasan kembali yang ditawarkan oleh Biro Internasional sesuai dengan pasal 128.10, atau yang tidak memenuhi jadual dimaksud maka secara otomatis kehilangan hak suaranya di Kongres dan sidang-sidang Dewan Administrasi serta Dewan Operasi Pos, dan tidak layak lagi menjadi anggota kedua Dewan ini.

2 Sanksi otomatis wajib dicabut sebagai hukuman dengan pemberlakuan segera apabila negara anggota yang bertalian telah membayar tunggakan kontribusi wajibnya kepada Perhimpunan, berupa jumlah pokok beserta bunganya, atau telah menyepakati untuk menyerahkan jadual pelunasan ulang tunggakannya.



## Pasal 130

### Kelas kontribusi (Konst. 21; Peraturan Umum 115, 128)

1 Negara-negara anggota harus membantu menutup pengeluaran Perhimpunan sesuai dengan kelas kontribusi yang dipilihnya. Kelas-kelas tersebut adalah sebagai berikut:

kelas 50 unit;

**kelas 45 unit;**

kelas 40 unit;

kelas 35 unit;

**kelas 30 unit;**

kelas 25 unit;

kelas 20 unit;

kelas 15 unit;

kelas 10 unit;

kelas 5 unit;

kelas 3 unit;

kelas 1 unit;

kelas 0,5 unit, diperuntukkan bagi negara-negara kurang berkembang sebagaimana didaftar oleh Perserikatan Bangsa-bangsa dan untuk negara lainnya yang ditunjuk oleh Dewan Administrasi.

2 Terlepas dari kelas kontribusi sebagaimana disebutkan pada ayat 1, setiap negara anggota dapat memilih untuk memberikan kontribusi lebih dari 50 unit.

3 Negara-negara anggota harus termasuk ke dalam salah satu dari kelas kontribusi tersebut di atas pada saat penerimaan atau keikutsertaannya dalam Perhimpunan sesuai dengan prosedur yang ditetapkan pada pasal 21, 4 Konstitusi.

4 Negara-negara anggota dapat mengubah kelas kontribusinya dengan syarat bahwa perubahannya dikomunikasikan kepada Biro Internasional sekurang-kurangnya dua bulan sebelum pembukaan Kongres. Pemberitahuan yang harus diajukan untuk meminta perhatian dari Kongres, ini harus mulai berlaku pada tanggal diberlakukannya ketentuan keuangan yang dibuat oleh Kongres. Negara-negara anggota yang tidak memberitahukan keinginannya untuk mengubah kelas kontribusi dalam waktu yang ditentukan harus tetap berada dalam kelas kontribusi terdahulu.

5 Negara-negara anggota tidak dapat memaksakan untuk menurunkan kontribusinya lebih dari satu kelas pada satu waktu.

6 Namun demikian, dalam keadaan yang dikéculikan, seperti bencana alam yang memerlukan program bantuan internasional, Dewan Administrasi dapat mengizinkan suatu pengurangan sementara dalam kelas kontribusi satu kali di antara dua Kongres bila diminta oleh negara anggota dan bila anggota tersebut menyatakan tidak dapat memberikan kontribusinya pada kelas yang dipilih terdahulu. Dalam keadaan yang sama, Dewan Administrasi dapat juga mengizinkan suatu pengurangan sementara untuk negara-negara kurang berkembang di kelas 1 unit dengan menempatkannya pada kelas 0,5 unit.

7 Penurunan sementara dalam kelas kontribusi dalam pemberlakuan ayat 6 dapat diizinkan oleh Dewan Administrasi untuk masa paling lama dua tahun atau sampai dengan Kongres berikutnya yang dapat saja lebih singkat. Setelah melewati masa tersebut, negara yang bertalian harus secara otomatis kembali ke kelas kontribusi sebelumnya.

8 Terlepas dari ketentuan pada ayat 4 dan 5, perubahan-perubahan ke kelas yang lebih tinggi tidak dikenai pembatasan.

### **Pasal 131**

Pembayaran untuk persediaan sarana dari Biro Internasional(Peraturan Umum 118)

Persediaan yang diberikan oleh Biro Internasional kepada administrasipos dan menyebabkan pembayaran wajib dilunasi dengan segera dalam waktu sesingkat-singkatnya dan selambat-lambatnya enam bulan sejak hari pertama bulan berikutnya setelah tagihan dikirimkan oleh Biro. Setelah jangka waktu tersebut jumlahnya wajib dibayarkan berikut bunga kepada Perhimpunan sebesar 5 persen per tahun terhitung sejak tanggal berakhirnya jangka waktu yang bertalian.

## **Bab V**

Arbitrasi (Perwasitan)

### **Pasal 132**

Tata cara arbitrasi

1 Apabila suatu perselisihan harus diselesaikan melalui arbitrasi, masing-masing administrasi pos yang terlibat harus memilih suatu administrasi pos negara anggota yang tidak terlibat secara langsung dalam perselisihan tersebut. Apabila beberapa administrasi pos termasuk di dalamnya, administrasi-

administrasi pos tersebut harus dihitung sebagai satu administrasi untuk maksud ketentuan ini.

- 2 Apabila salah satu dari administrasi pos yang terlibat tidak bertindak sesuai dengan proposal arbitrase dalam jangka waktu enam bulan, Biro Internasional harus meminta administrasi pos yang berselisih untuk menunjuk arbitrator atau harus menunjuk sendiri salah satunya.
- 3 Pihak-pihak yang terlibat dapat bersepakat untuk menunjuk arbitrator tunggal yang mungkin saja Biro Internasional.
- 4 Keputusan para arbitrator harus diambil melalui mayoritas suara.
- 5 Dalam hal terdapat pertalian, para arbitrator harus memilih administrasi pos lain yang tidak terlibat dalam perselisihan untuk menyelesaikannya. Apabila tidak terdapat kesepakatan pilihan, administrasi pos dimaksud harus ditunjuk oleh Biro Internasional dari administrasi-administrasi pos yang tidak diusulkan sebagai arbitrator.
- 6 Apabila perselisihan berkaitan dengan salah satu Perjanjian, para arbitrator hanya dapat ditunjuk dari administrasi-administrasi pos yang turut serta dalam Perjanjian tersebut.

## Bab VI

### Ketentuan Akhir

#### Pasal 133

Syarat-syarat untuk persetujuan proposal tentang Peraturan Umum

Agar diberlakukan, proposal-proposal yang diserahkan kepada Kongres berkaitan dengan Peraturan Umum harus disetujui oleh mayoritas negara anggota yang hadir di Kongres **dan memiliki hak suara**. Sekurang-kurangnya dua pertiga negara anggota Perhimpunan harus hadir pada saat **pemberian suara**.

#### Pasal 134

Proposal tentang Perjanjian-perjanjian dengan Perserikatan Bangsa-bangsa

Syarat-syarat persetujuan yang disebutkan pada pasal 133 harus berlaku

secara sama terhadap proposal-proposal yang dibuat untuk mengubah Perjanjian-perjanjian dan disepakati di antara Perhimpunan Pos Sedunia dengan Perserikatan Bangsa-bangsa, selama Perjanjian-perjanjian tersebut tidak menyebutkan syarat-syarat perubahan ketentuan yang termuat.

#### Pasal 135

Mulai berlaku dan masa laku Peraturan Umum

Peraturan Umum ini harus mulai berlaku pada tanggal 1 Januari 2006 dan tetap berlaku sampai dengan diberlakukannya Akta-akta hasil Kongres berikutnya.

Di bawah kesaksian, perwakilan penuh Pemerintah negara-negara telah menandatangani Peraturan Umum dalam satu naskah asli yang akan disimpan oleh Direktur Jenderal Biro Internasional. Satu salinannya akan dikirimkan kepada setiap pihak melalui **Pemerintah negara tempat dilaksanakannya Kongres.**

Dibuat di **Bucharest 5 Oktober 2004**